

# La Chambre en ligne

52e législature



du 01/03/2010 au 05/03/2010

89



## **Présidence**

**MERCREDI 13 JANVIER 2010**

### **AUDIENCE DE MADAME JOZEFINA TOPALLI, PRÉSIDENTE DU PARLEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ALBANIE**

Le Président de la Chambre a reçu en audience Mme Jozefina Topalli, Présidente du Parlement de la République d'Albanie le 13 janvier 2010.

La Présidente s'est félicitée de l'entrée en vigueur de l'Accord de Stabilisation et d'Association avec l'Union européenne depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009.

Les dernières élections législatives du 28 juin 2009 se sont déroulées dans de bonnes conditions et ont été reconnues comme transparentes et démocratiques par les observateurs de l'AP OSCE détachés sur place.



Mme Topalli met l'accent sur la politique de libéralisation des visas engagée par son pays. L'Albanie est en effet engagée depuis janvier 2008 dans un dialogue avec l'Union européenne en vue de la suppression de l'obligation de visa pour l'Espace Schengen.

L'Albanie est appelée à accélérer la mise en œuvre des « benchmarks » (les mesures et les réformes à appliquer pour obtenir la libéralisation des visas) selon le timing prévu par la « road map ».

Après un premier report de la Commission européenne en mai 2009, une nouvelle évaluation de la mise en œuvre de la « road map » sera soumise aux états-membres de l'Union européenne dans le courant des mois de mars-avril 2010.

En cas d'évaluation positive, une libéralisation des visas pourrait intervenir à partir de la mi-2010 sous la présidence belge de l'Union européenne.

Mme Topalli demande au Président d'y porter grande attention et de bien vouloir la tenir informée de l'évolution du dossier.

La Présidente déplore cependant les tergiversations de l'Union européenne à l'égard de l'Albanie alors que des pays tels que le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie n'ont pas fait l'objet des mêmes réticences dans la procédure de libéralisation des visas.

La Présidente Topalli attire ensuite l'attention du Président Dewael sur la situation catastrophique régnant dans le nord de l'Albanie où l'état d'urgence a été décrété suite aux violentes intempéries et aux inondations du mois de janvier 2010.

Le Président Dewael a souligné l'effort engagé par la Belgique au niveau de l'« European Civil Protections Mechanism » destiné à fournir une aide matérielle et humanitaire des pays membres de l'Union européenne aux populations civiles en détresse dans le nord de l'Albanie.

Enfin, la Présidente du Parlement albanais s'est félicitée des progrès accomplis dans le processus d'adhésion à l'Union européenne. Un avis de la Commission européenne devrait en principe être rendu à cet égard à l'automne 2010 sous présidence belge. Certains critères d'adhésion comme la lutte contre la corruption, la politique de surveillance et d'intégration des frontières et la libéralisation de l'économie connaissent une évolution positive.

Il faut encore travailler à l'amélioration de l'image du pays à l'étranger.

## **Présidence**

**JEUDI 21 JANVIER 2010**

### **AUDIENCE DE M. PIE NTAVYOHANYUMA, PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI**

Le Président de la Chambre a reçu en audience M. Pie Ntavyohanyuma, Président de l'Assemblée nationale de la République du Burundi le 21 janvier 2010.

Le Président de l'Assemblée nationale du Burundi souligne que les prochaines échéances électorales sont prévues de mai à la fin août en 2010. Le Président de la République, les députés, les conseillers communaux et les conseillers de colline seront élus au suffrage universel direct.

Le Président de la Chambre confirme que la Chambre délèguera des observateurs aux différentes élections prévues en 2010, sous l'égide de la Commission européenne ou d'AWEPA.



Plus de quarante partis politiques se présenteront dans les différentes élections dont l'organisation est assurée par une commission électorale nationale indépendante (CENI).

Le code électoral a été approuvé par l'Assemblée nationale.

Actuellement, il y a six partis politiques représentés à l'Assemblée parmi lesquels le CNDD-FDD (Conseil National pour la Défense de la Démocratie – Forces pour la Défense de la Démocratie), ancien mouvement rebelle qui a remporté les élections législatives de 2005, dispose de 66 des 118 sièges que compte l'Assemblée.

Le FNL (Forces Nationales de Libération), cet ex-mouvement rebelle, après plusieurs années de négociation, a finalement abandonné la lutte armée et s'est transformé en parti politique à part entière en avril 2009.

Le Président Ntavyohanyuma rappelle les excellents résultats obtenus dans le cadre du projet de soutien au Parlement du Burundi mis en œuvre par la Chambre et le Sénat en collaboration avec la Coopération Technique belge, qui finance le projet.

Le projet qui a été initié en décembre 2006 et qui viendra à échéance le 5 juin 2010, a permis grâce à de nombreuses missions d'étude bilatérales de renforcer les capacités techniques et le processus de la démocratisation du Parlement burundais.

Le Président de l'Assemblée nationale du Burundi demande la prolongation du projet de soutien au Parlement du Burundi au-delà du 5 juin 2010.

Il estime que d'importantes réformes ont été entreprises par M. Pierre Nkurunziza, Président de la République du Burundi dans le cadre du développement de l'enseignement, dans le secteur social et des soins de santé et dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage.

Il rappelle que le Président burundais avait demandé le soutien du Parlement fédéral lors de son entretien avec les Présidents de la Chambre et du Sénat le 22 octobre 2009 en vue d'accroître les subsides octroyés par la coopération au développement à la République du Burundi.

Le Président de la Chambre confirme que cette demande a été prise en compte lors de l'élaboration du budget annuel de l'État qui a récemment été voté par la Chambre.

Enfin, le Président de l'Assemblée nationale du Burundi demande le soutien de la Chambre en vue de l'octroi de subsides des autorités belges à l'organisation de la Conférence régionale des Présidents des Parlements des pays des Grands Lacs dans le cadre de la CEPGL (Communauté économique des Pays des Grands Lacs) qui se déroule chaque année alternativement dans la capitale du Burundi, du Rwanda ou du Congo.

## **Commissions**

### **Santé publique**

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

*Président : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers*

#### ➤ **MERCREDI 24 FÉVRIER 2010**

1. Question de Mme Marie Arena au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la mission du ministre au sommet de New Delhi en février 2010 sur le développement durable" (n° 19297).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

2. Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'utilisation du GNC (Gaz naturel comprimé) comme carburant pour véhicules" (n° 19335).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

3. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les importations de bois exploités illégalement au Congo" (n° 19731).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

#### ➤ **MARDI 2 MARS 2010**

1. Propositions de résolution jointes :

- Proposition de résolution (Catherine Fonck, Luc Goutry, Nathalie Muylle, Stefaan Vercamer, Mia De Schamphelaere, Georges Dallemagne, Marie-Martine Schyns, David Lavaux, Lieve Van Daele, Brigitte Wiaux) relative à une amélioration de l'offre de soins palliatifs en vue d'une meilleure adéquation aux besoins, n°s 2087/1 et 2.

- Proposition de résolution (Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans, Rita De Bont) pour un meilleur soutien des soins palliatifs, n° 288/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Yolande Avontroodt).

Auditions :

- M. Vincent Baro et Mme Lorraine Fontaine (Fédération Wallonne des Soins Palliatifs);
- Mme Marianne Desmedt (Fédération bruxelloise pluraliste des Soins palliatifs et continus);
- M. Paul Vanden Berghe (Federatie Palliatieve Zorg Vlaanderen);

- Les auditions ont eu lieu.

2. Question de Mme Josée Lejeune à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le remboursement de la consultation orthodontique n° 305594" (n° 19301).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

3. Question de Mme Christine Van Broeckhoven à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le financement de projets pilotes visant à améliorer le diagnostic de la démence" (n° 19318).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

4. Question de Mme Christine Van Broeckhoven à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la suppression du lien entre la vaccination RRO et le risque d'autisme" (n° 19319).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

5. Question de Mme Christine Van Broeckhoven à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le risque élevé de cancer chez les personnes âgées" (n° 19320).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

6. Question de Mme Christine Van Broeckhoven à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le nouveau statut de 'malades chroniques'" (n° 19321).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les cliniques du sein en Belgique et la norme minimale européenne" (n° 19477).

- Question de Mme Maya Detiège à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le cancer du sein chez les hommes" (n° 19508).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'enquête relative à l'abattage sans anesthésie d'animaux" (n° 19491).

- Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'abattage rituel sans anesthésie" (n° 19511).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

9. Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le bon fonctionnement des monitorings dans les hôpitaux" (n° 19494).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

10. Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les abus par lesquels de nombreux patients néphrétiques étrangers seraient admis dans nos hôpitaux pour un traitement en urgence" (n° 19512).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

11. Question de M. Daniel Bacquelaine à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le remboursement de l'EpiPen" (n° 19559).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les risques des ondes engendrées par les appareils de communication ASTRID utilisés par les forces de police et les pompiers" (n° 19578).

- Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les risques des ondes engendrées par les radars utilisés par les forces de police" (n° 19579).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

13. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'étude du Centre d'expertise sur la dialyse rénale" (n° 19601).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

14. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la campagne de recrutement de l'INAMI" (n° 19602).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le suivi de l'étude internationale relative aux effets cancérigènes des rayons ultraviolets" (n° 19619).

- Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les normes pour les centres de bronzage" (n° 19998).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

16. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le transsexualisme et les affections psychiatriques" (n° 19665).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

17. Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'effet salubre de l'acide folique" (n° 19666).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

18. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "un substitut à l'alcool" (n° 19753).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

19. Questions jointes :

- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le rapport de la Cour des comptes relatif au soutien scientifique de la politique fédérale en matière de santé" (n° 19814).

- Question de Mme Yolande Avontrodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le rapport de la Cour des comptes relatif au soutien scientifique de la politique fédérale en matière de santé" (n° 19825).

- Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les incohérences de la politique de santé" (n° 19978).

- Question de M. Jacques Otlet à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le rapport de la Cour des comptes sur la politique de santé" (n° 20021).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

20. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'insécurité dans les hôpitaux" (n° 19854).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

21. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'application de thérapies homéopathiques" (n° 19857).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

22. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les donneurs de cellules-souche" (n° 19858).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

23. Questions jointes :

- Question de M. Daniel Bacquelaine à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le projet de modification de la nomenclature du bilan sénologique" (n° 19891).

- Question de Mme Muriel Gerkens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les tests de dépistage de cancers du sein" (n° 19908).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

#### ➤ **MERCREDI 3 MARS 2010**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses, n° 2423/1 (art. 31 à 39).

- Rapporteur : Mme Katia della Faille de Leverghem.

- Le secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté a donné un exposé introductif.

- La discussion générale a eu lieu.

- La discussion des articles a eu lieu.

- Les amendements n°s 1 à 5 ont été déposés par Mme Zoé Genot et consorts.

- L'amendement n° 6 a été déposé par Mme Dalila Douifi et consorts.

- La commission a adopté les articles.

- Des corrections techniques ont été apportées.

- L'ensemble des articles renvoyés en commission, ainsi corrigés, a été adopté par 9 voix et 5 abstentions.

2. Question de Mme Lieve Van Daele au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la suppression de l'obligation alimentaire" (n° 19263).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

3. Question de Mme Colette Burgeon au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le projet 'Hope in stations'" (n° 19288).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

4. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le délai pour l'octroi d'une adresse de référence par les CPAS" (n° 19303).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

5. Question de M. Kristof Waterschoot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la répartition des 650 membres du personnel entre les CPAS" (n° 19510).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

6. Question de Mme Sofie Staelraeve au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la politique d'asile et de migration" (n° 19531).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de Mme Dalila Douifi au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la nomination d'un commissaire chargé de l'accueil des demandeurs d'asile" (n° 19564).

- Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les missions du nouveau 'représentant' au sein de Fedasil" (n° 19959).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la réintroduction du plan de répartition des demandeurs d'asile" (n° 19815).

- Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les familles demandeuses d'asile laissées à la rue" (n° 19833).

- Question de Mme Dalila Douifi au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accueil de demandeurs d'asile dans des hôtels" (n° 19967).

- Question de M. Jean Cornil au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la situation des CPAS des grandes villes et notamment des CPAS de Bruxelles et de Liège liée à la saturation du réseau Fedasil" (n° 20065).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

9. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les chiffres relatifs aux mineurs étrangers non accompagnés (MENA) non demandeurs d'asile qui ne sont pas hébergés par Fedasil faute de place" (n° 19884).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

10. Question de Mme Kattrin Jadin au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'ouverture d'un centre d'accueil de Fedasil à Eupen" (n° 19892 ).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

11. Question de Mme Dalila Douifi au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les astreintes imposées à Fedasil" (n° 19966).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

12. Question de Mme Magda Raemaekers ires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le nombre de femmes en situation de pauvreté" (n° 20035).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

13. Proposition de résolution (Katia della Faille de Leverghem, Hilde Vautmans, Valérie Déom, Bruno Tobback, Marie-Martine Schyns, Nathalie Muylle, Meyrem Almaci, Josée Lejeune, Colette Burgeon, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Magda Raemaekers) visant à accroître la transparence de l'expérimentation animale, n° 1379/1 à 4.

Amendements de Mme Burgeon et consorts.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Colette Burgeon)

- Les amendements n°s 14 à 16 ont été déposés.

- La discussion générale a eu lieu.

- La discussion des articles a eu lieu.

- Les amendements n°s 10, 11, 3, 12 et 13 ont été retirés.

- Les amendements n°s 1, 9, 5, 15, 4, 16, 6, 7 et 2 ont été adoptés.

- Des corrections techniques ont été apportées.

- L'ensemble de la proposition, telle qu'amendée et améliorée, a été adoptée par 8 voix et 2 abstentions.

Prochaine séance : mardi 9 mars 2010.

## **Sécurité du rail**

---

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LES CONDITIONS DE SÉCURITÉ DU RAIL EN BELGIQUE À LA SUITE DU DRAMATIQUE ACCIDENT SURVENU À BUIZINGEN

*Président : M. François Bellot*

➤ **JEUDI 25 FÉVRIER 2010**

- Rapporteurs : MM. Ludo Van Campenhout et David Geerts et Mme Linda Musin.

➤ **MERCREDI 3 MARS 2010**

Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a eu lieu.

Prochaine séance : lundi 8 mars 2010.

## **Suivi crise financière et bancaire**

---

COMMISSION SPÉCIALE DE SUIVI CHARGÉE D'EXAMINER LA CRISE FINANCIÈRE ET BANCAIRE

*Président : M. Joseph George*

➤ **VENDREDI 26 FÉVRIER 2010**

Audition avec M. Guy Quaden, Gouverneur de la Banque nationale de Belgique.

- M. Quaden a fait un exposé introductif et a répondu aux questions de MM. Crombez (S), Vandenberghe (S), Yvan Mayeur et Francis Delpérée (S).

Prochaine réunion : vendredi 5 mars 2010.

## **Groupe de travail "Propositions résolution"**

---

GROUPE DE TRAVAIL DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES CONCERNANT DES PROPOSITIONS DE RÉOLUTION

*Président : M. François-Xavier de Donnea*

➤ **LUNDI 1ER MARS 2010**

Proposition de résolution (Karine Lalieux, Juliette Boulet, Ingrid Claes, Jean Cornil, Georges Dallemagne, Roel Deseyn, Wouter De Vriendt, Patrick Moriau, Dirk Van der Maelen, Stefaan Vercamer) relative à la situation en Colombie, n° 1701/1.

Prochaine réunion : lundi 22 mars 2010.

## **Infrastructure + Questions européennes**

---

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

*Présidents : MM. François Bellot et Herman De Croo et Wouter Beke (S) et Mme Vanessa Matz (S)*

### ➤ **LUNDI 1ER MARS 2010**

Les priorités de la Présidence belge de l'Union européenne :

- Exposé du secrétaire d'Etat à la Mobilité, adjoint au premier ministre;
- Etat d'avancement en matière de transposition des directives européennes.

- Rapporteurs : MM. François Bellot et Wouter Beke (S).
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat à la Mobilité, adjoint au premier ministre.
- MM. Jef Van den Bergh, Ronny Balcaen, David Lavaux, Roel Deseyn, Philippe Fontaine (S) et François Bellot et Mme Ine Somers ont posé des questions et le secrétaire d'Etat y a répondu.

## **Économie**

---

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

*Président : M. Bart Laeremans*

### ➤ **MARDI 2 MARS 2010**

1. Ordre des travaux.

2. Projet de loi modifiant la loi-cadre relative aux professions intellectuelles prestataires de services codifiée par l'arrêté royal du 3 août 2007, n° 2424/1.

- Rapporteur : M. David Clarinval.
- Exposé introductif de la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique.
- La discussion a été cloturée.
- Les articles 1 et 3, ainsi que l'ensemble du projet de loi, ont été adoptés à l'unanimité moyennant quelques corrections.

3. Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 63 à 71, 73, 74 et 78 à 89), n° 2423/1.

- Rapporteur : M. David Clarinval.
- Exposé de la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique.
- La discussion générale ainsi que la discussion des articles ont été cloturées.
- Sont intervenus : M. Peter Logghe, Mme Sofie Staelraeve, Mme Muriel Gerkens, M. Hans Bonte, Mme Liesbeth Van der Auwera, MM. Willem-Frederik Schiltz, Peter Luykx, Joseph George et Bart Laeremans.

- Des amendements ont été déposés par Mme Katrin Jadin et consorts.
- Les articles renvoyés en commission ainsi que les amendements déposés ont été adoptés à l'unanimité.
- L'ensemble des articles 63 à 71, 73, 74 et 79 à 89, modifiés moyennant quelques corrections de texte, ont été successivement adoptés par 11 voix et 3 abstentions.

#### 4. Questions jointes :

- Question de M. Olivier Maingain à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le cadre linguistique du Jardin botanique national" (n° 19192).
  - Question de Mme Sonja Becq à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le suivi du transfert du Jardin botanique national" (n° 19740).
  - Question de M. Bart Laeremans à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le transfert du Jardin botanique de Meise" (n° 19787).
- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

#### 5. Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le rapport annuel 2009 du médiateur de crédit CeFiP" (n° 19945).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

#### 6. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'accès des patients atteints de la maladie de Crohn et de colitis ulcerosa aux infrastructures sanitaires" (n° 19999).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

#### 7. Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 25 et 26), n° 2423/1.

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a fait un exposé.
- La discussion générale ainsi que la discussion des articles ont été cloturées.
- Sont intervenus : Mme Tinne Van der Straeten, Mme Cathy Plasman et MM. Willem-Frederik Schiltz et Bart Laeremans.
- Des amendements ont été déposés par Mme Tinne Van der Straeten et consorts.
- Les articles renvoyés en commission ont été adoptés à l'unanimité.
- Les deux amendements déposés ont été rejetés.
- L'ensemble des articles 25 et 26, modifiés moyennant quelques corrections de texte, ont été successivement adoptés par 14 voix et 1 abstention.

#### 8. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le suivi du contrôle des bancs solaires" (n° 19620).
  - Question de Mme Magda Raemaekers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les bancs solaires" (n° 20067).
- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

9. Question de M. Raf Terwingen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'indemnisation accélérée des dommages de masse" (n° 19839).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la libéralisation du marché dans le secteur de l'énergie" (n° 19855).

- Question de Mme Kattrin Jadin au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la sécurité des centrales nucléaires" (n° 19890).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

11. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la double prise en charge des factures d'électricité impayées" (n° 19888).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les concessions refusées de parcs éoliens en mer du Nord" (n° 19907).

- Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le parc éolien au large de la côte belge" (n° 19929).

- Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les concessions domaniales pour l'éolien offshore" (n° 20005).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

13. Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'impact possible de la voiture électrique sur le système électrique belge" (n° 19934).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les tarifs d'injection et la structure fédérale de la Belgique" (n° 19971).

- Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la demande du Parlement flamand pour supprimer les tarifs d'injection" (n° 19988).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

15 Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'harmonisation des législations sur le crédit à la consommation et le crédit hypothécaire" (n° 19996).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Prochaine séance : mardi 9 mars 2010.

## Justice

---

COMMISSION DE LA JUSTICE

*Président : Mme Sonja Becq*

### ➤ **MARDI 2 MARS 2010**

1. Exposé du ministre de la Justice sur une note concernant la politique criminelle et la politique d'exécution des peines - Echange de vues (Continuation). (Rapporteur : Mme Mia De Schamphelaere).

- Le ministre a répondu aux questions posées lors d'une réunion antérieure.
- Sont intervenus : M. Stefaan Van Hecke, Mme Clotilde Nyssens, M. Renaat Landuyt, Mme Mia De Schamphelaere et M. Fouad Lahssaini.
- La discussion a été cloturée.

2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Clotilde Nyssens) modifiant le Code pénal et le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la protection des personnes vulnérables, n° 127/1.
- Proposition de loi (André Frédéric, Yvan Mayeur) insérant les articles 442quater et 442quinquies dans le Code pénal, en vue de sanctionner la déstabilisation mentale des personnes et les abus de la situation de faiblesse des personnes, n°s 493/1 et 2.  
Avis du Conseil d'Etat.
- Proposition de loi (Hilde Vautmans, Sabien Lahaye-Battheu) modifiant le Code pénal, en vue de sanctionner la déstabilisation mentale des personnes et l'abus de la situation de faiblesse des personnes, n° 854/1.
- Proposition de loi (Mia De Schamphelaere, Raf Terwingen, Sonja Becq) complétant le Code pénal en vue de lutter contre la violence psychique, n°s 1870/1 à 3.  
Avis du Conseil d'Etat.

Auditions de :

- Mme Catherine Picard, présidente de l'UNADFI;
  - M. Georges Fenech, président de la MIVILUDES;
  - M. H. de Cordes, président du CIAOSN;
  - Mme Nathalie Colette-Basecqz, professeur aux FUNDP (Namur) et M. Albert Evrard, chercheur aux FUNDP (Namur).
- Un échange de vues a eu lieu après les exposés.

### ➤ **MERCREDI 3 MARS 2010**

1. Projet de loi modifiant la procédure relative au règlement collectif de dettes, n°s 2387/1 et 2. Amendements de Mme Lahaye-Battheu et consorts.

- Rapporteur : M. Stefaan Van Hecke.
- Des amendements ont été déposés par MM. Hans Bonte et Renaat Landuyt et Mme Clotilde Nyssens.
- Les amendements n°s 2, 5 et 1 ont été adoptés.
- Le projet de loi ainsi modifié a été adopté par 13 voix et 1 abstention.

2. Projet de loi modifiant le Code judiciaire, relatif au huis clos en matière familiale, n°s 2380/1 à 4. Amendements de Mme Lahaye-Battheu et consorts.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Sonja Becq, Raf Terwingen, Mia De Schamphelaere) modifiant diverses dispositions relatives au droit des mineurs d'être entendus par le juge, n° 2430/1.
- Proposition de loi (Sonja Becq, Mia De Schamphelaere, Raf Terwingen, Lieve Van Daele) modifiant la législation en ce qui concerne l'accès des mineurs à la justice et instituant les avocats des mineurs, n° 2436/1.

(Continuation et clôture). (Rapporteur : Mme Els De Rammelaere).

- M. Raf Terwingen et consorts ont déposé les amendements n° 13 à 22.
- La discussion générale a été entamée.

3. Question de Mme Clotilde Nyssens au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les droits de mise au rôle en matière d'adoption" (n° 19448).

- Le ministre de la Justice a répondu.

4. Question de M. Fouad Lahssaini au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le droit aux relations personnelles des grands-parents" (n° 19932).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur "la surveillance électronique" (n° 19358).
- Question de Mme Françoise Colinia au ministre de la Justice sur "l'encadrement par les maisons de justice des condamnés sous surveillance électronique" (n° 19568).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Question de M. Luc Gustin au ministre de la Justice sur "le changement d'affectation du centre pénitentiaire de Marneffe" (n° 19369).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Question de M. Luc Gustin au ministre de la Justice sur "la répartition équitable des membres du corps de sécurité entre les polices locales au sein de l'arrondissement judiciaire de Huy" (n° 19370).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur "la sécurité au Palais de Justice de Bruxelles" (n° 19404).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "des braqueurs de banque mineurs" (n° 19626).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “l’agression dont a été victime une mineure” (n° 19629).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de M. Kristof Waterschoot au ministre de la Justice sur “la création d’un tribunal spécialisé dans les questions de transport” (n° 19657).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Question de Mme Marie-Christine Marghem au ministre de la Justice sur “la situation du corps de sécurité de Tournai” (n° 19672).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur “les permis de port d’armes délivrés sans perception de droits et redevances” (n° 19673).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “le non-respect de l’obligation de vote” (n° 19709).

- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Justice sur “l’obligation de vote” (n° 19754).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “la rapidité avec laquelle les actions sont traitées à Anvers” (n° 19710).

- Le ministre de la Justice a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “le corps de sécurité” (n° 19736).

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “le corps de sécurité” (n° 19948).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Questions jointes :

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “l’évaluation de la loi relative à la protection de la jeunesse” (n° 19721).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “le centre pour jeunes délinquants de Malines” (n° 19723).

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “l’évaluation de la loi sur la protection de la jeunesse” (n° 19950).

- Le ministre de la Justice a répondu.

18. Questions jointes :

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “la sécurisation de la prison de Tongres” (n° 19730).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “la deuxième évadon de la prison de Tongres” (n° 19737).

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Justice sur “la nouvelle évvasion du centre fermé pour jeunes délinquants de Tongres” (n° 19751).
- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “l'évasion d'un jeune du centre fermé pour jeunes délinquants de Tongres” (n° 19758).

- Le ministre de la Justice a répondu.

19. Questions jointes :

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “l'enquête sur l'enquête Van Uytsel” (n° 19757).
- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “l'enquête sur l'affaire Annick Van Uytsel” (n° 19773).
- Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur “l'enquête sur le meurtre d'Annick Van Uytsel” (n° 19796).
- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “l'enquête sur le meurtre d'Annick Van Uytsel” (n° 19801).
- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “l'enquête interne dans l'affaire Annick Van Uytsel” (n° 19904).
- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “l'enquête sur l'enquête dans l'affaire du meurtre d'Annick Van Uytsel” (n° 19906).
- Question de M. Jean-Marie Dedecker au ministre de la Justice sur “l'enquête sur l'enquête dans l'affaire du meurtre d'Annick Van Uytsel” (n° 19926).
- Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur “l'enquête interne relative à l'affaire Van Uytsel” (n° 19912).
- Question de M. Jean Marie Dedecker à la ministre de l'Intérieur sur “l'enquête interne sur l'enquête relative au dossier du meurtre d'Annick Van Uytsel” (n° 19927).
- Question de M. Jean Marie Dedecker au ministre de la Justice sur “l'enquête interne sur l'enquête relative au dossier du meurtre d'Annick Van Uytsel” (n° 20052).

- Le ministre de la Justice a répondu.

20. Interpellation de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Justice sur “la surpopulation dans nos prisons et le recours limité à la possibilité de faire purger la peine de prison dans le pays d'origine” (n° 417).

- Le ministre de la Justice a répondu.
- M. Bruno Stevenheydens a déposé une motion de recommandation.
- Une motion pure et simple a été déposée par M. Michel Doomst et Mme Carina Van Cauter.

21. Question de Mme Valérie De Bue au ministre de la Justice sur “le procès Habran bis” (n° 19913).

- Le ministre de la Justice a répondu.

22. Questions jointes :

- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “la situation dans le dossier Belliraj” (n° 19980).

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “le dossier Belliraj-bis” (n° 20018).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Prochaine séance : mardi 9 mars 2010.

## **Mondialisation**

---

COMMISSION SPÉCIALE “MONDIALISATION”

*Président : M. Dirk Van der Maelen*

➤ **MARDI 2 MARS 2010**

”Les aspects mondiaux de la crise financière”.

Echange de vues avec M. Poul Nyrup Rasmussen, président du PSE (Parti des socialistes européens), ancien premier ministre du Danemark.

Prochaine séance : mardi 16 mars 2010.

## **Droit Commercial**

---

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

*Président : M. Gerald Kindermans*

➤ **MARDI 2 MARS 2010**

Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 72 et 75 à 77), n° 2423/1.

- Rapporteur : M. Joseph George.
- Le représentant du ministre des PME, des Indépendants, de l’Agriculture et de la Politique scientifique a commenté les articles du projet de loi envoyés en commission.
- La discussion générale a eu lieu.
- Ont pris la parole : MM. Bruno Tuybens et Joseph George et le représentant du ministre.
- La discussion des articles a eu lieu.
- Ont pris la parole : MM. Bruno Tobback, Joseph George, Gerald Kindermans et David Clarinval et les représentants du ministre des PME, des Indépendants, de l’Agriculture et de la Politique scientifique et du ministre de la Justice.
- Un nombre de corrections légistiques ont été discutées lors de la discussion des articles.
- Aucun amendement n’a été introduit.
- Les articles 72, 75, 76 et 77 et l’ensemble du projet de loi ont été adoptés à l’unanimité.

## Naturalisations

---

COMMISSION DES NATURALISATIONS

*Président : M. David Lavaux*

➤ **MARDI 2 MARS 2010**

1. Examen des dossiers à propos desquels les chambres ne sont pas parvenues à une décision unanime (suite).

2. Divers.

## Questions européennes

---

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

*Présidents : M. Herman De Croo et Mme Vanessa Matz (S) et*

➤ **MARDI 2 MARS 2010**

Échange de vues avec le Premier ministre sur les résultats de la réunion informelle des Chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne du jeudi 11 février 2010 à Bruxelles.

## Affaires sociales

---

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

*Président : M. Yvan Mayeur*

➤ **MARDI 2 MARS 2010**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 118 à 135), n° 2423/1.

- Rapporteur : Mme Maggie de Block.
- Le ministre des Pensions a fait un exposé introductif.
- La discussion générale a eu lieu.
- Sont intervenus : MM. Georges Gilkinet, Wouter De Vriendt, Hans Bonte et Mmes Camille Dieu et Maggie De Block.
- La discussion des articles a eu lieu.
- Les articles 118 à 135 ont été adoptés à l'unanimité.

2. Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "les rémunérations fictives" (n° 19520).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

3. Question de M. Stefaan Vercamer au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la déclaration annonçant le relèvement de l’âge effectif de la pension de trois ans” (n° 19525).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

4. Question de Mme Carine Lecomte au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la prise en compte de la rente fictive dans le calcul des montants soumis à la cotisation de solidarité” (n° 19565).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

5. Question de M. Ben Weyts au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la constitution par les (pré)pensionnés de leurs droits en matière de pension après l’âge de la retraite” (n° 19713).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

6. Question de Mme Martine De Maght au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “le deuxième pilier des pensions des agents du service public des administrations locales” (n° 19864).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de Mme Maggie De Block au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “ses mesures relatives à l’ONSS-APL” (n° 19867).

- Question de M. Stefaan Vercamer au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “l’adhésion au pool 2” (n° 19956).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

### ➤ **MERCREDI 3 MARS 2010**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 90 à 107), n° 2423/1.

- Corapporteur : Mme Ingrid Claes.

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales a fait un exposé introductif.

- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.

- Les articles 90 à 97, 99 à 102 et 104 à 107 ont été adoptés par 11 voix et une abstention.

- Les articles 98 et 103 ont été adoptés par 10 voix et 2 abstentions.

2. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, sur “les effets de l’arrêté royal du 23 décembre 2005 concernant les allocations octroyées aux indépendants” (n° 18341).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale a répondu.

3. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la position des organisations des employeurs et des travailleurs au sujet de la future politique sociale et économique" (n° 18866).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

4. Question de M. Kristof Waterschoot à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "un audit d'institutions publiques de sécurité sociale" (n° 18997).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

5. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la demande d'un régime de tiers payant par les médecins généralistes" (n° 19042).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la suppression des attestations de soins" (n° 19149).

- Question de M. Olivier Destrebecq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les prescriptions électroniques" (n° 19168).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

7. Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le renouvellement de l'accord avec le secteur non marchand et le secteur social marchand" (n° 19221).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

8. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les effets de l'arrêté royal du 23 décembre 2005 concernant les allocations octroyées aux indépendants" (n° 19763).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Prochaine séance : mardi 9 mars 2010.

## Règlement

---

COMMISSION SPÉCIALE DU RÈGLEMENT ET DE LA RÉFORME DU TRAVAIL PARLEMENTAIRE

*Président : M. Patrick Dewael*

### ➤ MERCREDI 3 MARS 2010

1. Proposition (Hilde Vautmans, Herman De Croo) visant à instituer une commission spéciale chargée d'évaluer la politique menée en matière de protection de la vie privée, n° 934/1.

- Rapporteur : M. Jef Van den Bergh.
- Exposé introductif de Mme Hilde Vautmans.
- Sont intervenus : MM. Stefaan Van Hecke, Patrick Dewael, Mmes Clothilde Nyssens et Colette Burgeon, MM. Bert Schoofs, Jef Van den Bergh, Mme Hilde Vautmans, et MM. Ben Weyts et Jan Mortelmans.
- Le commission a décidé d'entendre des membres de la Commission de la protection de la vie privée lors de sa prochaine réunion.

## Intérieur

---

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

*Président : M. André Frédéric*

### ➤ MERCREDI 3 MARS 2010

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (partim : asile et intérieur, articles 29, 30, 46 à 62), n° 2423/1.

*Art. 29 et 30*

- Rapporteur : M. Josy Arens
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales.
- La discussion a eu lieu.
- Sont intervenus : Mmes Tinne Van der Straeten, Leen Dierick, Jacqueline Galant et Martine De Maght, MM. Roland Defreyne et Ben Weyts.
- Des amendements ont été déposés par Mmes Van der Straeten et De Maght.
- Les amendements ont été rejetés.
- L'article 29 a été adopté par 10 voix contre 2 et l'article 30 a été adopté par 9 voix contre 2 et 1 abstention.

*Art. 42 à 62*

- Rapporteur : M. Josy Arens
- Exposé introductif de la ministre de l'Intérieur.
- La discussion a eu lieu.
- Sont intervenus : MM. Michel Doomst, Fouad Lahssaini et Roland Defreyne.
- Les articles 46 et 49 à 54 ont été successivement adoptés à l'unanimité.
- Les articles 47, 48, 55, 56, 58 et 59 ont été successivement adoptés par 11 voix et 1 abstention.
- L'article 57 a été adopté par 11 voix contre une.
- L'article 60 a été adopté par 10 voix et 2 abstentions.

2. Projet de loi portant des dispositions diverses (partim : fonction publique, articles 27 et 28), n° 2423/1.

- Corapporteur : M. Eric Thiébaud
- Exposé introductif de la ministre de la Fonction publique.
- Les articles ont été successivement adoptés à l'unanimité.
- L'ensemble des articles soumis à la commission a été adopté par 9 voix contre une et une abstention.

3. Question de M. Ben Weyts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les irrégularités lors de la formation et de l'examen 'Droit de l'exécution forcée'" (n° 19594).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

4. Question de M. André Frédéric à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'impact de certaines mesures prises au niveau fédéral sur les pouvoirs locaux" (n° 19875).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

5. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les records d'absentéisme en 2009" (n° 19949).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

6. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le fonds pour le regroupement familial" (n° 17807).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

7. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le nombre de rapatriements" (n° 18126).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

8. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le nombre d'asiles accordés sur la base de discrimination homosexuelle" (n° 18200).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

9. Question de Mme Dalila Douifi à la ministre de l'Intérieur sur "le droit de séjour des Roms" (n° 18649).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

10. Question de Mme Dalila Douifi au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la libre circulation des citoyens de l'Union européenne" (n° 19078).

11. Question de M. Raf Terwingen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la célébration en Belgique d'un mariage entre des personnes du même sexe" (n° 19082).

12. Questions jointes :

- Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la politique de migration" (n° 19455).

- Question de Mme Martine De Maght au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les mariages de complaisance et les cohabitations fictives" (n° 19470).

- Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'application de la loi sur les étrangers dans le cadre de la cohabitation légale de complaisance" (n° 19536).

- Question de Mme Els De Rammelaere au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le partenariat de complaisance" (n° 19563).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

13. Question de M. Kristof Waterschoot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les passagers clandestins découverts à bord de cargos dans les ports belges" (n° 19451).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

14. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les dossiers de régularisation" (n° 19557).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

15. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'interruption de travail au centre d'asile de Vottem" (n° 19778).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les expulsions sous escorte coincées dans un pays en coup d'état" (n° 19782).

- Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la coopération belgo-bulgare pour expulser, Frontex" (n° 19886).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

17. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'expulsion d'une personne malade du sida" (n° 19783).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

18. Question de M. Fouad Lahssaini au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les problèmes d'hygiène au centre 127bis" (n° 19829).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

19. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les tests ADN dans le cadre des regroupements familiaux" (n° 19883).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

20. Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la désignation d'un nouveau 'représentant' au sein de Fedasil" (n° 19958).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

21. Question de M. Ludo Van Campenhout à la ministre de l'Intérieur sur "l'augmentation du nombre d'incidents antisémites en 2009" (n° 18961).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

22. Question de M. Ronny Balcaen à la ministre de l'Intérieur sur "le suivi du comité de concertation en matière de réforme de la sécurité civile" (n° 19117).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

23. Question de M. Francis Van den Eynde à la ministre de l'Intérieur sur "les 'Forces indépendantes bruxelloises'" (n° 19178).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

24. Question de M. Francis Van den Eynde à la ministre de l'Intérieur sur "les manifestations violentes à l'occasion de conférences internationales" (n° 19179).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

25. Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "les missions de représentation de l'autorité policière belge à l'étranger" (n° 19481).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

26. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "la formation des policiers" (n° 19492).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

27. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "la réalisation d'un hôtel de police pour la zone boraine" (n° 19493).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

28. Question de Mme Carine Lecomte à la ministre de l'Intérieur sur "les possibilités de formations externes à la police fédérale" (n° 19566).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

29. Question de Mme Ilse Uyttersprot à la ministre de l'Intérieur sur "les prézones de secours opérationnelles" (n° 19589).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

30. Question de Mme Ilse Uyttersprot à la ministre de l'Intérieur sur "l'aide adéquate la plus rapide" (n° 19590).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

31. Question de Mme Ilse Uyttersprot à la ministre de l'Intérieur sur "l'équipe de coordination au sein des zones de secours" (n° 19591).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

32. Question de Mme Ilse Uyttersprot à la ministre de l'Intérieur sur "le nouveau rapport d'intervention des services d'incendie" (n° 19592).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

33. Questions jointes :

- Question de Mme Carina Van Cauter à la ministre de l'Intérieur sur "des policiers possédant des armes à titre privé" (n° 19630).

- Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "l'enquête du Comité P sur les armes retrouvées chez des policiers" (n° 19648).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

34. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "le fonctionnement des services de secours après la catastrophe ferroviaire de Buizingen" (n° 19649).
- Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "les soucis quant aux informations transmises aux familles des victimes de Buizingen" (n° 19719).
- Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "les services de secours auxquels il a été recouru dans le cadre de la catastrophe ferroviaire de Buizingen" (n° 19876).
- Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "la catastrophe ferroviaire de Buizingen et la mise en oeuvre de l'aide adéquate la plus rapide" (n° 20008).
- Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "la communication dans le cadre de la catastrophe de Buizingen" (n° 20047).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

35. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "une éventuelle réunion des FARC colombiennes" (n° 19650).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

36. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "la grève des agents pénitentiaires dans la prison d'Andenne" (n° 19715).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

37. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "la représentation syndicale à l'Inspection générale" (n° 19716).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

38. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "les règles applicables à l'Inspecteur général au sein de l'Inspection générale" (n° 19717).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

39. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "le retard dans la liquidation des salaires" (n° 19718).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

40. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "les visites à domicile organisées par les services d'incendie" (n° 19797).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

41. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "le personnel de police supplémentaire pour la prison de Wortel" (n° 19800).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

42. Question de Mme Valérie De Bue à la ministre de l'Intérieur sur "le procès Habran à Nivelles" (n° 19802).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

43. Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "la protection de personnalités congolaises par des bandes urbaines bruxelloises" (n° 19863).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

44. Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "le recours à des militaires pour des missions de surveillance" (n° 19874).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

45. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "le vote électronique" (n° 19973).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

46. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "la grève nationale possible de la police" (n° 19903).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

47. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "l'incendie dans un squat et les conséquences pour le collège des bourgmestre et échevins" (n° 19916).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

48. Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "la concertation relative à la sécurité à Bruxelles" (n° 19960).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

49. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "le site web PleaseRobMe.com" (n° 19970).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

50. Questions jointes :

- Question de M. Bart Laeremans au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'accident ferroviaire de Buizingen" (n° 19979).

- Question de Mme Jacqueline Galant au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la cérémonie d'hommage aux victimes de Buizingen" (n° 20032).

- Question de M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "l'échec de l'organisation de la cérémonie d'hommage aux victimes de l'accident ferroviaire de Buizingen" (n° 20043).

- Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "la cérémonie d'hommage suite à la catastrophe ferroviaire de Buizingen" (n° 20046).

- Question de Mme Muriel Gerkens au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la cérémonie en hommage des victimes de l'accident ferroviaire de Hal" (n° 20048).
- Question de M. Ben Weyts au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la cérémonie d'hommage suite à la catastrophe ferroviaire de Buizingen" (n° 20060).
- Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "la cérémonie d'hommage suite à la catastrophe ferroviaire de Buizingen" (n° 20091).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine séance : mercredi 10 mars 2010.

### Défense nationale

---

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

*Président : M. Ludwig Vandenhove*

➤ **MERCREDI 3 MARS 2010**

Audition avec les représentants des syndicats (CGPM, CGSP, CSC, SLFP) auprès du ministère de la Défense, au sujet de la mise en oeuvre du Plan de Transformation.

- Les représentants des syndicats ont fait un exposé introductif et ont répondu aux questions de MM. Gerald Kindermans, Jan Jambon, Bruno, Stevenheydens, Wouter De Vriendt, David Geerts et Eric Libert et Mmes Juliette Boulet et Brigitte Wiaux.

Prochaine séance : lundi 8 mars 2010.

### Infrastructure

---

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

*Président : M. François Bellot*

➤ **MERCREDI 3 MARS 2010**

Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 1 à 24), n°s 2423/1.

- Rapporteur : Mme Valérie De Bue.
- Le secrétaire d'Etat à la Mobilité, adjoint au premier ministre a fait un exposé introductif.
- La discussion générale a eu lieu.
- Sont intervenus : M. David Geerts, Mme Valérie De Bue, MM. Ronny Balcaen, Roel Deseyn, François Bellot, Mme Ine Somers et MM. Patrick De Groote et Jan Mortelmans.
- La discussion des articles a eu lieu.
- Des amendements ont été déposés par MM. David Geerts et consorts, Roel Deseyn et consorts, Ronny Balcaen et consorts et Jan Mortelmans et consorts.
- Les amendements n°s 2, 3, 4 et 7 ont été adoptés.
- L'amendement n° 6 a été retiré.

- Les amendements n°s 1 et 5 ont été rejetés
- Les articles ont été successivement adoptés.

Prochaine séance : lundi 8 mars 2010.

## Droit de la famille

---

SOUS-COMMISSION "DROIT DE LA FAMILLE"

*Président : Mme Clotilde Nyssens*

### ➤ **MERCREDI 3 MARS 2010**

#### 1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Servais Verherstraeten) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n°s 1517/1 à 5.  
Amendements de M. Terwingen et de Mmes Déom, Lahaye-Battheu et Nyssens.
  - Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n°s 1706/1 et 2.  
Amendements de Mme Lahaye-Battheu.
- (Continuation et clôture). (Rapporteur : Mme Marie-Christine Marghem).

- Mme Clotilde Nyssens a exposé ses amendements n°s 17 et 19.
- La discussion a été clôturée.
- Les textes sont envoyés à la commission de la Justice.

#### 2. Proposition de loi (Sarah Smeyers, Raf Terwingen) modifiant le Code civil en ce qui concerne les empêchements à mariage en cas d'adoption, n° 1338/1.

- Rapporteur : Mme Valérie Déom.
- Exposé de M. Raf Terwingen.
- La discussion générale a été entamée.

#### 3. Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a eu lieu.

Prochaine séance : mercredi 10 mars 2010.

## Finances et Budget

---

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

*Président : M. François-Xavier de Donnea*

### ➤ **MERCREDI 3 MARS 2010**

1. Question de M. Mathias De Clercq au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "l'organisation de courses de kermesse et de critériums" (n° 19584).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

2. Question de M. Jenne De Potter au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "l'état de la situation en ce qui concerne une réglementation légale en matière de règlement transactionnel dans les affaires pénales" (n° 19869).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

3. Question de M. Luc Gustin au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "le transport collectif des membres du personnel" (n° 19409).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

4. Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la prolifération des rats à Gand, due au dépôt clandestin situé sur le terrain du 'Wondelgemse Meersen' appartenant au Fonds de l'infrastructure ferroviaire" (n° 19122).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la déduction fiscale pour les brevets" (n° 19195).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les assureurs-crédit qui reconnaissent certains excès" (n° 19265).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les déclarations de l'ancien directeur du personnel du SPF Finances" (n° 19309).

- Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'émission de Panorama concernant le SPF Finances" (n° 19317).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'émission Panorama concernant le SPF Finances du 7 février 2010" (n° 19459).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les opérations de sale-and-lease-back concernant des bâtiments publics” (n° 19315).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la fin de l’application d’un taux de TVA réduit dans la construction” (n° 19340).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de M. Guy Milcamps au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le protocole d’accord signé en novembre 2008 entre l’État fédéral et les entités fédérées relatif à la création de nouvelles places en IPPJ” (n° 19349).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le service de conciliation fiscale” (n° 19365).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la liste des pays appliquant des taux de fiscalité réduits et des pays où la fiscalité est inexistante ou peu élevée “ (n° 19379).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de Mme Mia De Schamphelaere au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le masterplan 2008-2009” (n° 19446).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de Mme Magda Raemaekers au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le prélèvement de TVA sur les courses de kermesse” (n° 19503).

- Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les contrôles TVA lors de l’organisation de courses cyclistes” (n° 19975).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de Mme Sofie Staelraeve au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les assurances hospitalisation” (n° 19504).

- Question de Mme Sofie Staelraeve à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, sur “les assurances hospitalisation” (n° 19505).

- Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les assurances hospitalisation” (n° 19553).

- Question de M. Roland Defreyne à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les assurances hospitalisation" (n° 19924).

- Question de Mme Sofie Staelraeve à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'indice médical" (n° 19968).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Question de M. Flor Van Noppen au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "Bebat" (n° 19548).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

17. Question de Mme Marie Arena au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la position de l'Autriche et du Luxembourg vis-à-vis de la directive européenne de l'épargne" (n° 19963).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

18. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'avantage fiscal du plan d'assurance de groupe" (n° 19576).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

19. Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la mise en oeuvre de la recommandation européenne du 30 avril 2009" (n° 19647).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

20. Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'affaire Kobelco" (n° 19653).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

21. Question de Mme Magda Raemaekers au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le calcul de la prime ECO CO2 de 15% allouée par l'État" (n° 19759).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

22. Questions jointes :

- Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la liste des entreprises concernées par la production de sous-munitions et de mines anti-personnel" (n° 19768).

- Question de Mme Hilde Vautmans au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la liste noire de fabricants de sous-munitions" (n° 19770).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

23. Question de M. Guy Coëme au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les comités d’acquisition” (n° 19791).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

24. Question de M. Guy Coëme au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les effectifs de l’administration du cadastre” (n° 19792).

25. Question de Mme Marie Arena au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la création d’un organe spécifique au sein du Parlement chargé de suivre les institutions financières qui présentent un risque ‘systémique’” (n° 19793).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

26. Question de Mme Marie Arena au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le recouvrement de créances” (n° 19794).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

27. Questions jointes :

- Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le transfert de la taxe de circulation vers la Flandre” (n° 19836).

- Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le transfert du recouvrement et du contrôle de la taxe de circulation” (n° 20071).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

28. Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les conditions d’application du taux temporairement réduit de TVA de 6 % pour les nouvelles constructions” (n° 19866).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

29. Question de Mme Marie Arena au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les activités des banques BNP, KBC et Dexia dans certains paradis fiscaux” (n° 19868).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

30. Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’exemption d’une caution accises pour les entreprises détentrices d’une certification AEO” (n° 19981).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

31. Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le plan d’action de l’administration des douanes et accises” (n° 19983).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

32. Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’extension du régime de démolition et reconstruction à tout le territoire” (n° 19985).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

33. Question de Mme Barbara Pas au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’accord de la Régie des bâtiments pour l’utilisation de ses bâtiments” (n° 20061).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine séance : mardi 9 mars 2010.

### **Dépenses électorales**

---

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DES DÉPENSES ÉLECTORALES ET DE LA COMPTABILITÉ DES PARTIS POLITIQUES

*Présidents : MM. Patrick Dewael et Armand De Decker (S)*

#### ➤ **MERCREDI 3 MARS 2010**

1. Examen des rapports des présidents des bureaux principaux de collège sur les dépenses électorales et l’origine des fonds des partis politiques et des candidats individuels pour l’élection du Parlement européen du 7 juin 2009. (Continuation, clôture et votes) (1). (Rapporteur : M. Xavier Baeselen).

- Les rapports des présidents des bureaux principaux de collège ont été adoptés à l’unanimité par les 14 membres.

2. Nouveau modèle de rapport financier.

- Lettre de l’Institut des Réviseurs d’entreprises.
- Echange de vues.
- Ordre des travaux.

- La lettre de l’Institut des Réviseurs d’entreprises sera transmise aux présidents des partis.

3. Evaluation de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu’au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

- Discussion des points de vue des groupes politiques.

- Les points de vue des groupes politiques seront discutés dans un groupe de travail “Groupes politiques”.

4. Examen des notes de synthèse déposées en application de l’article 4bis de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu’au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

- Avis à rendre par la Commission de contrôle.

- La commission de contrôle a émis un avis.

### **Suivi des missions à l'étranger**

---

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DU SUIVI DES MISSIONS À L'ÉTRANGER

*Président : M. Francis Delpérée (S)*

#### ➤ **JEUDI 4 MARS 2010**

Exposé du ministre de la Défense.

Aperçu des missions à l'étranger : état mensuel de la situation.

- Échange de vues.

- Le ministre de la Défense a donné un exposé sur l'état de la situation concernant les missions à l'étranger.

- Le ministre et l'amiral Ectors (cabinet de la Défense) ont répondu aux questions des membres.

### **Concertation parlementaire**

---

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

*Présidents : MM. Patrick Dewael et Armand De Decker (S)*

#### ➤ **JEUDI 4 MARS 2010**

1. Projet de loi modifiant diverses lois applicables au personnel militaire, n° 52-2432/1.

*Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).*

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

2. Projet de loi portant des dispositions diverses, n° 52-2423/1.

*Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).*

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

3. Proposition de loi introduisant le Code pénal social, Doc. Sénat n° 4-1521/1.

*Demande de prolongation du délai d'examen (application des articles 2, 2°, et 12, § 1er, de la loi du 16 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).*

- Le délai d'examen est prolongé de 30 jours.

4. Projet de loi instaurant une exemption de la taxe annuelle sur les opérations d'assurance au bénéfice des assurances soins de santé offrant un niveau de protection élevé, n° 52-2450/1.  
*Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation). (Pour mémoire).*

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

## Séance plénière

➤ JEUDI 4 MARS 2010 APRÈS-MIDI (0144)

### PROJETS ET PROPOSITION DE LOI

---

1. Projet de loi visant à promouvoir une objectivation du calcul des contributions alimentaires des père et mère au profit de leurs enfants, n<sup>os</sup> 899/8 à 10.

*Le non-paiement, ou le paiement irrégulier, des pensions alimentaires est devenu une pratique courante en raison des difficultés économiques, de la fragilisation des liens personnels liée au développement du divorce et à l'augmentation du nombre de familles monoparentales.*

*Le sentiment d'injustice du débiteur alimentaire quant au caractère équitable de la décision judiciaire qui a fixé le montant de sa part contributive aux frais d'entretien et d'éducation de ses enfants pourrait, notamment, être à l'origine du problème du non-paiement ou du paiement irrégulier de sa contribution.*

*L'objectif des auteurs est donc d'objectiver le calcul des contributions des père et mère aux frais d'hébergement, d'entretien, de santé, de surveillance, d'éducation et de formation de leurs enfants. Ils proposent de s'inspirer de la «méthode Renard» pour le calcul des contributions alimentaires des parents, cette méthode devant rester un outil au service du magistrat, une ligne directrice qu'il doit rester libre d'adapter au cas par cas.*

Le projet de loi (n° 899) est adopté par 128 voix et 1 abstention

2. Proposition de loi (MM. Roel Deseyn et Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électronique en ce qui concerne le changement d'opérateur, n<sup>os</sup> 2005/1 à 7.

*Un des obstacles qui empêchent les internautes de changer de fournisseur de services internet est la perte de leur adresse e-mail. Cette proposition de loi prévoit que les adresses e-mails et les URL restent accessibles pendant les six mois qui suivent le changement d'opérateur.*

La proposition de loi (n° 2005) est adoptée à l'unanimité des 133 votants

3. - Projet de loi relatif à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé (I), n<sup>os</sup> 2240/1 à 7.  
- Projet de loi modifiant le Code judiciaire dans le cadre de la loi du ... relatif à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé (II), n<sup>os</sup> 2241/1 et 2.

Le projet de loi (n° 2240) est adopté par 103 voix et 27 abstentions

Le projet de loi (n° 2241) est adopté par 103 voix et 28 abstentions

4. Projet de loi portant confirmation des arrêtés royaux pris en application des articles 2 et 3 de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe, n<sup>os</sup> 2386/1 à 3.

*Le présent projet a pour but la confirmation des arrêtés royaux de pouvoirs spéciaux pris en exécution des articles 2 et 3 de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe. Conformément à l'article 5, § 2, de la loi du 16 octobre 2009, cette confirmation doit intervenir dans les 12 mois de l'entrée en vigueur de ces arrêtés.*

Le projet de loi (n° 2386) est adopté par 106 voix et 27 abstentions

## **Questions orales**

### ***Le courrier adressé au président du Parlement européen***

Question de :

M. Gerolf Annemans (VB) au premier ministre, chargé de la  
Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1729)

### ***Le dossier Opel***

Question de :

Mme Meryame Kitir (sp.a) au premier ministre, chargé de la  
Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1730)

### ***Les déclarations faites par Mme Milquet à la radio congolaise Okapi – Les déclarations faites par le porte-parole du premier ministre en matière d'asile et de migration***

Questions jointes de :

- Mme Sarah Smeyers (N-VA) (n° P1731)
- Mme Hilde Vautmans (Open Vld) (n° P1732)
- M. Jean Marie Dedecker (LDD) au premier ministre, chargé de la  
Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1733)

### ***L'enquête de l'ISI sur les abus des intérêts notionnels***

Question de :

Mme Marie Arena (PS) au vice-premier ministre et ministre des  
Finances et des Réformes institutionnelles (n° P1734)

### ***Le financement de stades de football par l'autorité fédérale***

Questions jointes de :

- M. Xavier Baeselen (MR) (n° P1735)
- M. Luk Van Biesen (Open Vld) (n° P1736)
- M. Jenne De Potter (CD&V) au vice-premier ministre et ministre  
des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P1737)

### ***L'augmentation de la prescription de médicaments***

Questions jointes de :

- M. Jacques Otlet (MR) (n° P1738)
- Mme Isabelle Tasiaux-De Neys (cdH) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociales (n° P1738)

### ***Les locomotives Eurosprinter non utilisées de la SNCB***

Question de :

M. Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!) à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques (n° P1745)

### ***La réforme de la Justice***

Question de :

M. Renaat Landuyt (sp.a) au ministre de la Justice (n° P1740)

### ***Les perquisitions effectuées chez des dizaines de Kurdes***

Question de :

M. Francis Van den Eynde (VB) au ministre de la Justice (n° P1741)

### ***Le projet MYRRHA***

Questions jointes de :

- Mme Tinne Van der Straeten (Ecolo-Groen!) (n° P1743)
- Mme Karine Lalieux (PS) au ministre du Climat et de l'Énergie (n° P1744)

### ***La coordination de la sécurité autour des conduites de gaz***

Question de :

M. Joseph George (cdH) au ministre du Climat et de l'Énergie (n° P1742)

## ***Belgocontrol et les investissements dans les systèmes de sécurité***

Questions jointes de :

- M. Roel Deseyn (CD&V) (n° P1746)
- M. Patrick De Groote (N-VA) (n° P1747)
- M. Jan Mortelmans (VB) (n° P1748)
- M. Luk Van Biesen (Open Vld) au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre (n° P1749)

## **Questions orales en séance plénière - Procédure**

En ce qui concerne les questions orales en séance plénière, la Conférence des présidents du 3 mars dernier propose de procéder à la phase d'essai suivante:

1. Si une question déposée en vue de la séance plénière a le même objet qu'une question orale déposée antérieurement, mais non encore posée en commission, la question destinée initialement à la commission est renvoyée en séance plénière pour autant qu'elle soit déposée à 11 heures au plus tard le mardi précédant le jour de la séance plénière où les questions orales sont à l'ordre du jour.
2. Les questions orales déposées en commission renvoyées en séance plénière n'auront plus la priorité mais seront posées dans l'ordre chronologique après les questions orales déposées en vue de la séance plénière.

La période d'essai se poursuivra jusqu'aux vacances de Pâques. La première Conférence des présidents après les vacances évaluera cette nouvelle procédure.

## **Accident ferroviaire à Buizingen – Témoignage de sympathie en provenance de l'étranger**

Suite à l'accident ferroviaire survenu à Buizingen le lundi 15 février 2010, un message de soutien et de condoléances m'est parvenu de la Chambre des Députés de la République tchèque.

## **Votes nominatifs sur les motions**

*Une motion pure et simple est une motion qui vise uniquement à passer à l'ordre du jour. La motion pure et simple a la priorité de droit sur toutes les autres motions, à l'exception de la motion de confiance. L'adoption d'une motion pure et simple entraîne la caducité de toutes les autres motions (art.92bis du Règlement de la Chambre).*

*Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.*

### **VOTES :**

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Bert Schoofs (VB) au ministre de la Justice sur « les critiques formulées à l'encontre de la loi réprimant le racisme » (n° 412)  
(développées en réunion publique de la commission de la Justice du 24 février 2010)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 412/001)

- une motion de recommandation par Bert Schoofs (VB)
- une motion pure et simple par Mia De Schamphelaere (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 79 voix contre 51

## **Publications**

*Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.*

### **CHAMBRE**

---

#### **Document parlementaire :**

- 52 2378/010 (CHAMBRE)  
4-1606/10 (SÉNAT) DU 4 MARS 2010

Rapport sur les priorités de la présidence belge de l'Union européenne (juillet – décembre 2010)

#### **Bulletins des questions et réponses :**

- 52/093 DU 8 FÉVRIER 2010  
Questions et réponses écrites – Volume I

- 52/094 DU 15 FÉVRIER 2010  
Questions et réponses écrites – Volume I

- 52/094 DU 15 FÉVRIER 2010  
Questions et réponses écrites – Volume II

- 52/095 DU 22 FÉVRIER 2010  
Questions et réponses écrites

## **Conseil des ministres du 5 mars 2010**

### **LOI SUR LES ARMES**

#### **Introduction d'un minimum de peine plus élevé pour le transport ou le port d'armes militaires.**

Sur proposition de M. Stefaan De Clerck, ministre de la Justice, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes.

Cet avant-projet vise à introduire un minimum plus élevé de la peine en cas d'infractions à la loi sur les armes, lorsque des armes militaires sont transportées ou portées (ex. : kalachnikovs). Une circonstance aggravante est ainsi rajoutée à la loi afin d'augmenter le minimum de la peine d'un mois à un an d'emprisonnement. Cette peine minimum plus élevée est également appliquée lorsque les infractions sont commises par des personnes agréées ou à l'égard d'un mineur. L'utilisation de l'arme est évidemment comprise dans son port.

L'avant-projet est transmis pour avis au Conseil d'État et au Conseil consultatif des armes.

## **Conseil des ministres du 5 mars 2010**

### **DROIT DES ACTIONNAIRES**

#### **Transposition en droit belge de la directive européenne relative à l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées.**

Sur proposition de MM. Stefaan De Clerck, ministre de la Justice, et Vincent Van Quickenborne, ministre pour l'Entreprise et la Simplification, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi qui transpose en droit belge la directive européenne relative à l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées (directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007).

Cette directive s'inscrit dans le prolongement du plan d'action de la Commission européenne pour la modernisation du droit des sociétés et le renforcement du gouvernement d'entreprise dans l'Union européenne. Elle vise à favoriser et faciliter l'exercice du droit de vote des actionnaires de sociétés dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé, quel que soit le lieu de résidence de l'actionnaire.

L'avant-projet prévoit un certain nombre de mesures relatives à la convocation des assemblées générales et à la participation à celles-ci :

- les modes et délais de convocation,
- les informations à mettre à disposition des actionnaires,
- le droit d'inscrire des sujets nouveaux à l'ordre du jour ou de déposer des propositions de décision,
- les formalités d'admission,
- la participation à distance.

L'avant-projet est transmis pour avis au Conseil d'État.

## **Conseil des ministres du 5 mars 2010**

### **DOUBLES IMPOSITIONS**

#### **Convention entre la Belgique et le Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions.**

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'avenant, fait à Bruxelles le 16 juillet 2009, à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et au protocole final y relatif (signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par l'avenant signé à Bruxelles le 11 décembre 2002, et à l'échange de lettres y annexé).

Ce protocole a pour objet l'alignement de l'article 26 de la Convention préexistante, qui a trait à l'échange de renseignements en matière fiscale, sur la dernière version de la disposition correspondante du modèle de convention fiscale de l'OCDE. Un tel alignement, qui implique la possibilité d'échanger des renseignements bancaires, s'inscrit dans un processus de consolidation de la coopération internationale en matière fiscale qui a été entrepris à un niveau mondial.

Les principales caractéristiques de l'article 26 dans sa nouvelle formulation sont les suivantes :

- les renseignements échangés sont les renseignements utiles pour l'application des dispositions de la Convention et de la législation interne relative aux impôts,
- les impôts belges visés sont tous les impôts, directs ou indirects, perçus par le gouvernement fédéral, pour son propre compte ou pour le compte des entités fédérées ou des collectivités locales,
- l'État auquel des renseignements sont demandés doit collecter ces renseignements, même s'ils sont uniquement utiles à l'autre État,
- l'échange de renseignements est étendu aux informations détenues par les banques,
- l'administration fiscale belge peut obtenir des renseignements détenus par des établissements bancaires situés au Grand-Duché de Luxembourg en vue d'assujettir un contribuable à l'impôt belge.

Le protocole sera prochainement présenté à l'assentiment du Parlement.

## **Conseil des ministres du 5 mars 2010**

### **CARIFORUM**

#### **Assentiment à l'accord de partenariat économique UE-CARIFORUM.**

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'accord de partenariat économique UE-CARIFORUM.

L'accord de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et ses Etats membres et les États du CARIFORUM a pour but de contribuer au développement durable par l'établissement d'un partenariat commercial entre l'UE et les pays du CARIFORUM. Les négociations ont été lancées en 2002 avec six groupes de pays ACP. La région des Caraïbes est la première région à avoir terminé les négociations d'un APE complet, c.à.d. couvrant toute la région et comprenant non seulement le commerce des marchandises, mais également les services, les investissements et les "règles".

L'APE remplace le régime de préférences unilatérales organisé par l'accord de Cotonou de 2000, dont le bilan en termes de développement était contesté et qui n'était pas compatible avec les règles de l'OMC. Afin de respecter les règles de l'OMC, l'APE prend la forme d'une zone de libre échange entre l'UE et les pays ACP concernés. L'APE comporte des améliorations pour les pays du CARIFORUM par rapport au régime commercial de Cotonou :

- accès au marché européen libre de droits de douane et de quotas ("Duty free quota free") pour tous des produits en provenance des pays ACP. L'accord prévoit pour les pays du CARIFORUM une libéralisation de 90,2 % des lignes tarifaires, étalée sur 25 ans, permettant une protection efficace des secteurs vulnérables,
- règles d'origine plus souples,
- approche régionale.

Autres éléments de l'accord :

- clause de sauvegarde : permet de répondre à des problèmes particuliers de hausse brutale des importations d'un produit déterminé,
- investissements et services : contrairement à d'autres régions ACP, qui ont préféré reporter les discussions dans ce domaine, les pays du CARIFORUM se sont montrés d'emblée intéressés par l'inclusion dans l'accord des services et investissements,
- dispositions concernant la coopération et l'assistance.

L'accord est appliqué provisoirement depuis sa signature. Il relève en Belgique de la compétence mixte du fédéral, des régions et des communautés.

## **Conseil des ministres du 5 mars 2010**

### **PLAN PME**

#### **Exercice de la profession de géomètre-expert par une personne morale.**

Le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi qui rend possible l'exercice de la profession de géomètre-expert sous forme de société. La proposition de la ministre des PME et des Indépendants Sabine Laruelle exécute le Plan PME, approuvé par le Conseil des ministres du 10 octobre 2008.

Dorénavant, les géomètres-experts pourront exercer leur profession sous la forme de société. Cela signifie que la responsabilité liée à l'exercice de la profession sera assumée par une personne morale et non plus par une personne physique.

La société doit satisfaire à des normes strictes concernant sa composition. Par ailleurs, les réglementations des Ordres et Instituts de tutelles restent également d'application.

## **Conseil des ministres du 5 mars 2010**

### **DISPOSITIONS DIVERSES EN MATIÈRE DE SANTÉ PUBLIQUE**

#### **Avant-projet de loi portant des dispositions diverses en matière de santé publique - Deuxième lecture.**

Sur proposition de Mme Laurette Onkelinx, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture un avant-projet de loi portant des dispositions diverses en matière de santé publique.

Il s'agit des mesures suivantes :

- modifications à la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités (coordonnée le 14 juillet 1994) :
  - ouverture du droit à l'intervention majorée pour les bénéficiaires des catégories 2 et 3 du Fonds Mazout,
  - suppression de l'obligation d'indiquer la quote-part du bénéficiaire sur les conditionnements publics,
- mesures prises dans le cadre de la lutte contre la fraude sociale :
  - harmonisation des organes du service de contrôle administratif,
  - mise sur pied d'une commission technique,
  - introduction d'un système de sanctions.

## **Conseil des ministres du 5 mars 2010**

### **MOBILITÉ**

#### **Avant-projet de loi portant des dispositions diverses en matière de mobilité.**

Sur proposition de MM. Yves Leterme, Premier ministre, et Etienne Schouppe, secrétaire d'État à la Mobilité, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant des dispositions diverses en matière de mobilité. L'avant projet concerne plus particulièrement les modifications suivantes :

#### **Transport maritime**

Il s'agit de la transposition partielle de la directive 2009/123/CE, du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009, modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires et à l'introduction de sanctions en cas d'infractions.

#### **Navigation intérieure**

- Adaptation de la législation en matière de licence d'exploitation pour les bâtiments de navigation intérieure et clarification des mesures pénales.
- Modification de la loi du 5 mai 1936 sur l'affrètement fluvial afin de pouvoir recourir à la loi quand le délai de staries est exprimé en parties de journée et non en journée entière.
- Mesures relatives à la concurrence en navigation intérieure pour éviter des prix abusivement bas et de faire appel à la responsabilité du donneur d'ordre quand il a donné des instructions qui donnent lieu au non respect de prescriptions élémentaires relatives à la cargaison, à l'équipage et à la vitesse maximale.

#### **Transport aérien**

- Habilitation au Roi de modifier le système de régulation économique de l'aéroport de Bruxelles-National afin de le moderniser et de transposer la directive européenne 2009/12 sur les redevances aéroportuaires.
- Modification purement technique à la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation intérieure.

L'avant-projet est transmis pour avis au Conseil d'État.

## **Conseil des ministres du 5 mars 2010**

### **DOUBLES IMPOSITIONS**

#### **Convention entre la Belgique et le Danemark en vue d'éviter les doubles impositions .**

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment au protocole, fait à Bruxelles le 7 juillet 2009, modifiant la convention entre la Belgique et le Danemark en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (signée à Bruxelles le 16 octobre 1969, telle que modifiée et complétée par le protocole signé à Copenhague le 27 septembre 1999).

Ce protocole a pour objet l'alignement de l'article 26 de la convention préexistante, qui a trait à l'échange de renseignements en matière fiscale, sur la dernière version de la disposition correspondante du modèle de convention fiscale de l'OCDE. Un tel alignement, qui implique la possibilité d'échanger des renseignements bancaires, s'inscrit dans un processus de consolidation de la coopération internationale en matière fiscale qui a été entrepris à un niveau mondial.

Les principales caractéristiques de l'article 26 dans sa nouvelle formulation sont les suivantes :

- les renseignements échangés sont les renseignements utiles pour l'application des dispositions de la convention et de la législation interne relative aux impôts,
- les impôts belges visés sont tous les impôts, directs ou indirects, perçus par le gouvernement fédéral, pour son propre compte ou pour le compte des entités fédérées ou des collectivités locales,
- l'État auquel des renseignements sont demandés doit collecter ces renseignements même s'ils sont uniquement utiles à l'autre État,
- l'échange de renseignements est étendu aux informations détenues par les banques,
- l'administration fiscale belge peut obtenir des renseignements détenus par des établissements bancaires situés au Danemark en vue d'assujettir un contribuable à l'impôt belge.

Le protocole sera prochainement présenté à l'assentiment du Parlement.

## **Conseil des ministres du 5 mars 2010**

### **BUREAU EUROPÉEN DES RADIOCOMMUNICATIONS**

#### **Assentiment à l'instrument amendant la Convention relative à la création du Bureau européen des radiocommunications.**

Sur proposition de MM. Vincent Van Quickenborne, ministre pour l'Entreprise et la Simplification, et Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'instrument amendant la Convention relative à la création du Bureau européen des radiocommunications (BER), fait à Copenhague le 17 décembre 2002.

La Convention relative à la création du Bureau européen des radiocommunications (BER) a été établie à La Haye en 1993. Elle a été signée par la Belgique le 20 octobre 1993 mais n'a pas été ratifiée par la suite.

Cette Convention a institué le BER comme instance permanente pour supporter les activités liées à la politique en matière de radiocommunications du European Radiocommunications Committee au sein de la CEPT. La CEPT est la Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications. Cette organisation a pour but de promouvoir la collaboration et l'harmonisation au sein de l'Europe dans le domaine des postes et des télécommunications. Une série de comités ont été créés au sein de la CEPT en vue de traiter des questions d'harmonisation, parmi lesquels le European Radiocommunications Committee précité. Dans le cadre de la Convention, le BER s'est vu attribuer un certain nombre de fonctions et son fonctionnement a été organisé. Les organes du BER ainsi que leurs tâches ont également été fixés.

A l'automne 2001, la CEPT a été réorganisée suite à quoi le European Radiocommunications Committee a été fusionné dans l'Electronic Communications Committee (ECC). L'ECC réunit les régulateurs en matière de radiocommunications et de télécommunications des membres de la CEPT. Le Bureau européen des télécommunications et le BER ont été fusionnés de facto avec pour résultat un Bureau européen des communications (BEC). Le BEC apporte donc dorénavant son support à l'ECC au sein de la CEPT.

Dans le cadre de cette réorganisation, un instrument amendant la Convention a été rédigé à Copenhague en 2002. Le titre de la Convention a été modifié en "Convention relative à la création du Bureau Européen des Communications (BEC)". Outre quelques modifications de forme, les fonctions du Bureau ont également été adaptées dans le texte.

L'instrument d'amendement, avec en annexe le texte consolidé de la Convention telle qu'amendée, a été signé par la Belgique le 11 décembre 2006. Le but est de marquer son accord sur cet instrument d'amendement. Étant donné que le texte consolidé de la Convention constitue l'annexe de cet instrument d'amendement, l'accord porte également sur l'ensemble du texte révisé.

## **Projets de loi, propositions, rapports de commissions et compte-rendus**

*Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.*

*Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission....) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.*

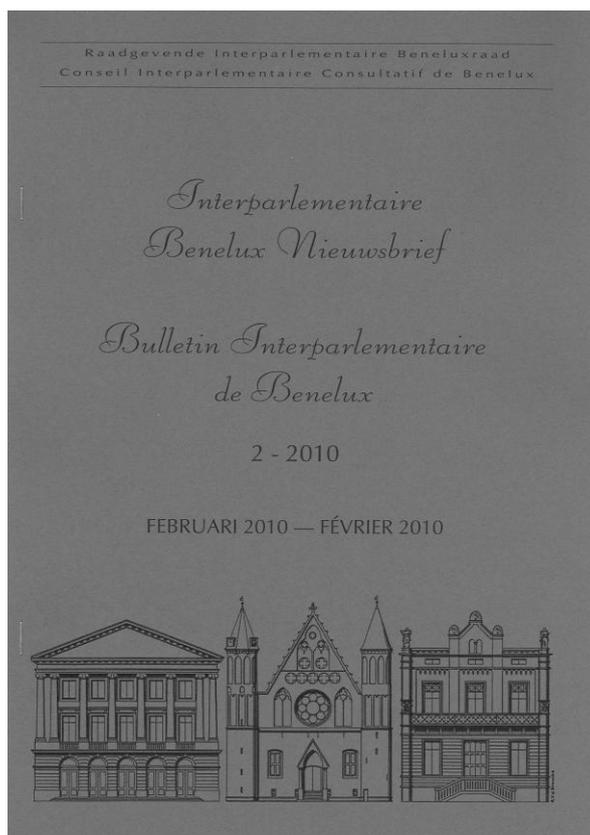
*Tous les documents parlementaires peuvent être consultés sur [www.lachambre.be](http://www.lachambre.be) sous la rubrique « Législation ». Une sous-rubrique mentionne les documents les plus récents. Tous les documents parlementaires peuvent être commandés sous la rubrique « Publications » (voir colonne à droite).*

*Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi et des Interpellations et questions orales en commission).*

## Assemblées parlementaires internationales

CONSEIL INTERPARLEMENTAIRE CONSULTATIF DE BENELUX

Bulletin Interparlementaire de Benelux 2-2010 – Février 2010



**TABLEAU DES TRAVAUX LÉGISLATIFS  
PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS EN COURS D'EXAMEN**

**Mise à jour au 9 mars 2010**

Proposition : initiative parlementaire  
 Projet : initiative du gouvernement ou proposition adoptée par la Chambre ou le Sénat  
 C : Chambre  
 S : Sénat  
 CIR : Code des impôts sur les revenus  
 UEBL : Union économique belgo-luxembourgeoise  
 CONST : Constitution

(1) La procédure législative est déterminée par les matières dont la Constitution attribue la compétence respectivement à la Chambre et au Sénat

- CONST, art. 74 : matières de la compétence de la Chambre des représentants seule ;
- CONST, art. 77 : matières de la compétence de la Chambre des représentants et du Sénat ;
- CONST, art. 78 : matières de la compétence de la Chambre des représentants, mais pour lesquelles le Sénat dispose d'un droit d'évocation ;
- CONST, art. 81 : si le Sénat, en vertu de son droit d'initiative, adopte une proposition de loi dans les matières visées à l'art. 78, le projet de loi est transmis à la Chambre.

(2) Les projets de loi qui n'ont plus été examinés en commission depuis deux mois ne figurent pas au présent tableau.

(3) Ces projets et propositions de loi sont en attente de promulgation. Ils réapparaîtront au présent tableau lors de leur publication au Moniteur belge.

OBJET	N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
	Commission de la Chambre		ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
	Projet de loi (transmis par le Sénat)		77	A – en commission le 21.11.06 A – en séance plénière le 07.12.06	A – en séance plénière le 09.11.06	Loi du 08.02.07 M.B. 29.01.2010
	UEBL - République populaire de Chine – Protection investissements S 1751/1-2005/2006 <b>C 2736/1-2006/2007</b>					
	<i>Relations extérieures</i>					
	Projet de loi (transmis par le Sénat)		77	A – en commission le 09.01.07 A – en séance plénière le 18.01.07	A – en séance plénière le 14.12.06	Loi du 25.02.07 M.B. 06.01.10
	UEBL République de Maurice – Protection des investissements S 20.10.2006 <b>C 2818/1-2006/2007</b>					
	<i>Relations extérieures</i>					
	Proposition de loi		78	D – en commission le 05.01.2010		
	Exemption d'impôts frais de logement étudiants <b>C 0062/1-0000/2007</b>					
	<i>Finances</i>					
	Proposition de loi		78	D – en commission les 06.05.09 et 06.01.2010		
	Circulation routière – Amendes de roulage – Décimes additionnels <b>C 0078/1-0000/2007</b>					
	<i>Infrastructure</i>					
	Proposition de loi		78	D – en commission les 01.07.09 et 13.01.2010		
	Vie privée – Services de géolocalisation – Téléphone portable <b>C 0079/1-0000/2007</b>					
	<i>Infrastructure</i>					

OBJET	N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
	Commission de la Chambre		ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
	Proposition de résolution			D – en commission les 24.06.09 et 13.01.2010		
	Facturation services de téléphonie – Information consommateur <b>C 0181/1-2007/2008</b>					
	<i>Infrastructure</i>					
	Proposition de loi			A – en commission le 19.01.2010		
	Magistrats à la retraite en tant que magistrats suppléants <b>C 0270/1-2007/2008</b>		77	A – en séance plénière le 04.02.2010		
	<i>Justice</i>					
	Proposition de loi			D – en commission le 13.01.2010		
	Liens personnels entre frères et sœurs <b>C 0276/1-2007/2008</b>		78			
	<i>Sous commission « Droit de la famille »</i>					
	Proposition de résolution			<u>Groupe de travail</u> : D – en commission le 03.03.08	-	-
	Candidature Turquie – Adhésion Union européenne <b>C 0286/1-2007/2008</b>			<u>Relations extérieures</u> : D – en commission les 24.06.08 et 12.01.2010		
	<i>Groupe de travail « Propositions de résolution » Relations extérieures</i>					
	Proposition de résolution			D – en commission les 12.01. et 02.02.2010		
	Soins palliatifs <b>C 0288/1-2007/2008</b>					
	<i>Santé publique</i>					

OBJET	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre		R – en commission le 20.01.2010	-	-
Reconnaissance des groupes politiques – Respect des valeurs démocratiques <b>C 0314/1-2007/2008</b>		R – en commission les 20.01.2010	-	-
<i>Règlement et Réforme du travail parlementaire</i>				
Commission de déontologie - Code <b>C 0315/1-2007/2008</b>		R – en commission le 20.01.2010	-	-
<i>Règlement et Réforme du travail parlementaire</i>				
Règlement – Questions écrites et orales - Réponses <b>C 0465/1-2007/2008</b>		R – en commission le 20.01.2010	-	-
<i>Règlement et Réforme du travail parlementaire</i>				
Propositions de résolution (jointes)		D – en commission le 20.01.2010		
Plan global de prévention et de lutte en matière d'obésité <b>C 0481/1-2007/2008</b> Obésité – Approche curative interdisciplinaire <b>C 1220/1-2007/2008</b>				
<i>Santé publique</i>				
Proposition de loi				
Stationnement professionnel de la santé – Visites à domicile <b>C 0487/1-2007/2008</b>	78	D – en commission les 22.04.09, 06.01.2010 et 27.01.2010		
<i>Infrastructure</i>				



OBJET N° DU DOCUMENT : Commission de la Chambre	DATE DÉPÔT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Règlement – Article 40 – Vacances parlementaires <b>C 0617/1-2007/2008</b>	Proposition C 19.12.2007	R – en commission le 20.01.2010			
Règlement et Réforme du travail parlementaire Propositions de loi (jointes) Règlement des plaintes au sein de l'ordre judiciaire <b>C 20.12.2007</b> Procédure unique traitement plaintes organisation judiciaire <b>C 0267/1-2007/2008</b>		D – en commission les 27.05, 10.06.08, 17.02.09, 19.01.2010 et 27.01.2010			
<i>Justice</i> Bicyclette ou cyclomoteur – Priorité automobilistes – Manœuvre <b>C 0653/1-2007/2008</b>	Proposition de loi C 08.01.2008	D – en commission les 22.04.09 et 06.01.2010			
<i>Infrastructure</i> Circulation des cyclistes carrefours équipés de signaux lumineux <b>C 0702/1-2007/2008</b>	Proposition de loi C 17.01.2008	D – en commission les 06.05.09 et 06.01.2010			
<i>Infrastructure</i> Visibilité des emplacements de stationnement personnes handicapées <b>C 0705/1-2007/2008</b>	Proposition de loi C 17.01.2008	R – en commission le 06.01.2010			

OBJET	N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
			ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre			78	R – en commission le 06.01.2010		
Proposition de loi						
Vignette d'immatriculation autocollante bicyclettes	<b>C 0771/1-2007/2008</b>	<b>C 04.02.2008</b>	78	R – en commission le 20.01.2010		
Infrastructure						
Proposition						
Règlement Chambre – Ordre dans les tribunes	<b>C 0799/1-2007/2008</b>	<b>C 12.02.2008</b>		R – en commission le 20.01.2010		
Règlement et Réforme du travail parlementaire						
Proposition						
Règlement – Compte rendu analytique – Suppression	<b>C 0805/1-2007/2008</b>	<b>C 12.02.2008</b>		R – en commission le 20.01.2010		
Règlement et Réforme du travail parlementaire						
Projet de loi						
Contributions alimentaires – Ligne directrice – Méthode Renard	<b>C 0899/1-2007/2008</b>	<b>C 28.02.2008</b>	78	<u>Justice</u> : A – en commission le 27.05.09 <u>Droit de la Famille</u> : D – en commission les 03.06.08, 18.06, 08.10, 10.12.08, 21.01.09, 28.01, 22.04 et 29.04.09 A – en séance plénière le 11.06.09	AM – en séance plénière le 21.01.2010	
...						

OBJET	N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre (Suite)				Amendé au Sénat A – en commission le 09.02.10 A – en séance plénière le 04.03.10		
Justice Sous commission « Droit de la Famille »		Proposition de résolution		D – en commission les 22.04, 27.05.09 et 06.01.2010		
Réforme du contrôle technique	<b>C 0998/1-2007/2008</b>	<b>C 17.03.2008</b>				
Infrastructure	Projets de loi (joint) (transmis par le Sénat)					
Cour constitutionnelle – Nouvelle dénomination	S 0513/1-2007/2008	S 17.01.2008		A – en commission le 20.10.09	A – en séance plénière les 24.04.08 et 14.01.2010	
Cour constitutionnelle – Nouvelle dénomination	<b>C 1112/1-2007/2008</b>	<b>C 25.04.2008</b>	77	Renvoyé en commission le 29.10.09		
Cour constitutionnelle – Nouvelle dénomination	S 0515/1-2007/2008	S 17.01.2008		A – en commission le 17.11.09	Renvoi en commission le 19.11.09	
Cour constitutionnelle – Nouvelle dénomination	<b>C 1113/1-2007/2008</b>	<b>C 25.04.2008</b>	78			
Cour constitutionnelle – Nouvelle dénomination	S 0514/1-2007/2008	S 17.01.2008		A – en commission le 09.12.09		
Cour constitutionnelle – Dénomination	<b>C 1114/1-2007/2008</b>	<b>C 25.04.2008</b>	77			
Cour constitutionnelle – Dénomination	<b>C 1727/1-2008/2009</b>	<b>C 14.01.2009</b>	77	AM – en séance plénière le 22.12.09		
Révision de la Constitution						

OBJET	N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
	Commission de la Chambre		ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
	Proposition de résolution			D – en commission le 28.05, 14.07.08, 01.07.09 et 03.02.2010	-	-
	Agences postales communales <b>C 1116/1-2007/2008</b>	<b>C 25.04.2008</b>				
	<i>Infrastructure</i>					
	Proposition de résolution			D – en commission les 25.06.08, 22.04.09, 13.05.09 et 06.01.2010	-	-
	Camions – Angle mort – Sécurisation des cyclistes <b>C 1191/1-2007/2008</b>	<b>C 23.05.2008</b>				
	<i>Infrastructure</i>					
	Proposition de loi		78	A – en commission le 03.02.2010		
	Matière pénale – Huissier de justice – Exploits – Signification <b>C 1211/1-2007/2008</b>	<b>C 03.06.2008</b>				
	<i>Justice</i>					
	Proposition de loi		78	D – en commission les 19.05, 17.11.09 et 24.02.10		
	Contrat d'assurance terrestre – Résiliation après sinistre <b>C 1249/1-2007/2008</b>	<b>C 16.06.2008</b>				
	<i>Économie</i>					
	Proposition de loi		78	D – en commission les 26.11.08, 19.05, 17.11.09 et 24.02.10		
	Système bonus-malus généralisé – Assurance obligatoire véhicules automoteurs <b>C 1302/1-2007/2008</b>	<b>C 02.07.2008</b>				
	<i>Économie</i>					

OBJET	N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Proposition de loi	Psychologie, sexologie et orthopédagogie cliniques <b>C 1357/1-2007/2008</b>	78	<u>Santé publique</u> : D – en commission les 10.03 et 21.04.09 « <u>Psychothérapie</u> » : D – en commission les 06.10, 20.10, 17.11, 08.12.09, 19.01.10, 02.02 et 23.02.10		
Santé publique Groupe de travail « psychothérapie »	Proposition de résolution	Expérimentation animale – Transparence – Commissions d'éthique <b>C 1379/1-2007/2008</b>		D – en commission le 20.01.2010		
Santé publique	Proposition de loi	Infractions de roulage – Prescription et récidive – Délais <b>C 1462/1-2007/2008</b>	78	D – en commission les 06.01.2010 et 27.01.2010		
Infrastructure	Propositions de loi (jointes)	Divorce – Comparution personnelle – Tentative de conciliation <b>C 1511/1-2008/2009</b> Divorce – Première audience – Comparution personnelle – Médiation <b>C 1716/1-2008/2009</b>	78 78	<u>Droit de la famille</u> : D – en commission les 21.10, 28.10, 02.12.09 et 20.01.2010 <u>Justice</u> : D – en commission le 19.01.2010		
Sous-commission « Droit de la Famille » Justice	Sous-commission « Droit de la Famille »					

OBJET N° DU DOCUMENT : Commission de la Chambre	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
<p>Propositions de loi (jointes)</p> <p>Divorce – Consentement mutuel désunion irrémédiable – Procédure <b>C 1517/1-2008/2009</b> C 24.10.2008</p> <p>Procédure de divorce – Divorce par consentement mutuel <b>C 1706/1-2008/2009</b> C 05.01.2009</p> <p>Sous-commission « <i>Droit de la Famille</i> » <i>Justice</i></p>	78 78	<p><u>Droit de la famille :</u> D – en commission les 04.02, 11.02, 25.03, 01.04, 22.04, 06.05, 10.06.09 et 20.01.2010</p> <p><u>Justice :</u> D – en commission le 19.01.2010</p>			
<p>Proposition de résolution</p> <p>Médecine générale – Attractivité – Zone rurale <b>C 1546/1-2008/2009</b> C 05.11.2008</p> <p><i>Santé publique</i></p>		D – en commission les 07.07.09, 12.01 et 26.01.2010			
<p>Proposition de résolution</p> <p>Transports exceptionnels – Escorte – Formation <b>C 1578/1-2008/2009</b> C 12.11.2008</p> <p><i>Infrastructure</i></p>		D – en commission les 22.04.09 et 06.01.2010			
<p>Proposition de loi</p> <p>État des personnes – Chambre composée d'un seul conseiller <b>C 1645/1-2008/2009</b> C 05.12.2008</p> <p><i>Justice</i></p>	77	A – en commission le 12.01.2010 <i>Renvoi en commission</i> le 21.01.2010 A – en commission le 26.01.2010			

OBJET	N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Projet de loi (transmis par le Sénat)		78	A – en commission le 03.02.10	A – en séance plénière le 18.12.08	
Infractions envers certaines personnes à caractère public S 0495/1-2007/2008 C 1696/1-2008/2009	S 19.12.2007 C 19.12.2008		78			
Infractions envers certaines personnes à caractère public – Circ. aggrav. C 1661/1-2008/2009	Proposition de loi (jointe)					
<i>Justice</i>	Proposition de loi			A – en commission le 19.01.2010		
Registres de l'État civil – Président tribunal première instance – paragraphe C 1755/1-2008/2009	C 26.01.2009			A – en séance plénière le 04.02.2010		
<i>Justice</i>	Proposition de loi					
Divorce – Requête unilatérale – Dépens S 1115/1-2008/2009 C 1803/1-2008/2009	S 15.01.2009 C 06.02.2009		78	Droit de la famille : D – en commission les 04.03, 25.03, 01.04, 22.04, 06.05 et 10.06.09 Justice : A – en commission le 30.06.09	A – en séance plénière le 05.02.09	Loi du 17.11.09 M.B. 22.01.2010
Sous-commission « Droit de la famille » <i>Justice</i>	Proposition de loi		77	A – en commission le 19.01.2010		
Institut de formation judiciaire – Contrôle par la Cour des comptes C 1812/1-2008/2009	C 13.02.2009			A – en séance plénière le 04.02.2010		
<i>Justice</i>						

OBJET	N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
			ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				A – en commission le 12.01.2010 A – en séance plénière le 28.01.2010		
Pays en développement – Accès aux médicaments essentiels <b>C 1828/1-2008/2009</b>	Proposition de résolution	<b>C 18.02.2009</b>				
<i>Relations extérieures</i>	Proposition	<b>C 09.03.2009</b>		D – en commission le 20.01.2010		
Proposition – Signatures – Nombre de partis représentés à la Chambre <b>C 1865/1-2008/2009</b>	Proposition	<b>C 09.03.2009</b>				
<i>Règlement et Réforme du travail parlementaire</i>	Proposition de loi		78	D – en commission les 01.07.09 et 13.01.2010		
Supports antennes GSM – Pylônes – Communes – Perception d'impôts <b>C 1867/1-2008/2009</b>	Proposition de loi	<b>C 10.03.2009</b>	78	A – en commission le 08.07.09 A – en séance plénière le 16.07.09 ..... A – en commission le 14.12.09 A – en séance plénière le 22.12.09	AM- en séance plénière le 10.12.09	Loi du 18.01.2010 M.B. 26.01.2010
<i>Infrastructure</i>	Projet de loi					
Blanchiment – Directive 2005/60/CE Obligations de vigilance <b>C 1988/1-2008/2009</b>	Projet de loi	<b>C 13.05.2009</b>				
<i>Finances</i>						

OBJET	N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Projet de loi			A – en commission le 14.07.09 A – en séance plénière le 16.07.09	AM – en séance plénière le 19.11.09	Loi du 10.01.2010 M.B. 01.02.2010
Jeux de hasard – Amendes administratives – Internet	<b>C 1992/1-2008/2009</b>	<b>C 15.05.2009</b>	77			
Jeux de hasard contrats nullité	<b>C 0430/1-2007/2008</b>	<b>C 23.11.2007</b>	78	A – en commission le 01.12.09		
Protection des joueurs	<b>C 0560/1-2007/2008</b>	<b>C 13.12.2007</b>	78	A – en séance plénière le 03.12.09		
Loi sur jeux de hasard – Champ d'application – Jeux téléphoniques	<b>C 1971/1-2008/2009</b>	<b>C 05.05.2009</b>	78			
Sports – Paris – Champ d'application – Loi sur jeux de hasard	<b>C 2032/1-2008/2009</b>	<b>C 04.06.2009</b>	78			
<i>Justice</i>	Proposition de loi			D – en commission les 24.06, 08.07.09 et 13.01.2010		
Communication électronique – Changement opérateur – Adresses e-mails et URL	<b>C 2005/1-2008/2009</b>	<b>C 26.05.2009</b>	78			
<i>Infrastructure</i>	Projet de loi (transmis par le Sénat)			A – en commission le 23.06.09	A – en séance plénière le 28.05.09	Loi du 30.12.09 M.B. 15.01.2010
Parlement de la Communauté Germanophone – Incompatibilités	S 1225/1-2008/2009	S 12.03.2009	77	AM – en séance plénière le 02.07.09	AM – en séance plénière le 16.07.09	
<b>C 2018/1-2008/2009</b>	<b>C 29.05.2009</b>			A – en commission le 20.10.09		
<i>Révision de la Constitution</i>						

OBJET	N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
			ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				A – en commission le 12.01.2010 A – en séance plénière le 28.01.2010		
Proche-Orient et Moyen-Orient – Minorités religieuses <b>C 2031/1-2008/2009</b>		Proposition de résolution C 03.06.2009				
Relations extérieures						
Tarif téléphone social <b>C 2048/1-2008/2009</b>		Proposition de loi C 15.06.2009	78	D – en commission le 13.01.2010		
Infrastructure						
Soins palliatifs – Amélioration de l'offre <b>C 2087/1-2008/2009</b>		Proposition de résolution C 01.07.2009		D – en commission les 12.01 et 02.02.2010		
Santé publique						
Professions juridiques – Exigences diplôme – Equivalence master licence S 1376/1-2008/2009 <b>C 2107/1-2008/2009</b>		Projet de loi (transmis par le Sénat) S 01.07.2009 C 10.07.2009	78	A – en commission les 14.07.09 et 15.10.09 AM – en séance plénière le 15.10.09 ..... A – en commission le 09.12.09	A – en séance plénière le 09.07.09 AM – en séance plénière le 19.11.09	Loi du 30.12.09 M.B. 18.01.2010
Justice						

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : Commission de la Chambre	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
<p>Commission de la Chambre</p> <p>Projet de loi (transmis par le Sénat)</p> <p>Professions juridiques – Exigences diplôme – Équivalence master licence S 1377/1-2008/2009 <b>C 2108/1-2008/2009</b></p>	77	<p>A – en commission les 14.07 et 15.10.09</p> <p>AM – en séance plénière le 15.10.09</p> <p>A – en commission le 09.12.09</p> <p>A – en séance plénière le 15.10.09</p>	<p>A – en séance plénière le 09.07.09</p> <p>AM – en séance plénière le 19.11.09</p>	<p>Loi du 30.12.09</p> <p>M.B. 18.01.2010</p>
<p><i>Justice</i></p> <p>Projet de loi</p> <p>Jeux de hasard – Amendes administratives – Internet <b>C 2121/1-2008/2009</b></p>	78	<p>A – en séance plénière le 16.07.09</p> <p>A – en commission le 01.12.09</p> <p>A – en séance plénière le 03.12.09</p> <p>A – en commission le 12.01.10</p> <p>A – en séance plénière le 28.01.2010</p>	<p>AM – en séance plénière le 19.11.09</p>	<p>Loi du 10.01.10</p> <p>M.B. 01.02.10</p>
<p><i>Justice</i></p> <p>Projet de loi</p> <p>Statut juridique des détenus – Régime disciplinaire <b>C 2122/1-2008/2009</b></p> <p>Proposition de loi (jointe)</p> <p>Prisons – Grève – Service minimum <b>C 0875/1-2007/2008</b></p>	78			
<p><i>Justice</i></p>	78			

OBJET N° DU DOCUMENT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
<p>Commission de la Chambre</p> <p>Projet de loi (transmis par le Sénat)</p> <p>Réforme de la cour d'assises S 0924/1-2007/2008 <b>C 2127/1-2008/2009</b></p> <p>Propositions de loi (jointes)</p> <p>Cours d'assises – Question de la culpabilité – Motivation <b>C 2056/1-2008/2009</b></p> <p>Cours d'assises – Motivation décisions jury <b>C 2072/1-2008/2009</b></p> <p>Cours d'assises – Motivation <b>C 2085/1-2008/2009</b></p> <p><i>Justice</i></p>	<p>77</p> <p>78</p> <p>78</p> <p>78</p>	<p>A – en commission le 27.10.09</p> <p>AM – en séance plénière du 29.10.09</p>	<p>A – en séance plénière les 16.07 et 10.12.09</p>	<p>Loi du 21.12.09 M.B. 11.01.2010</p>
<p>Projet de loi (transmis par le Sénat)</p> <p>Services de renseignement et de sécurité – Méthodes recueil des données S 1053/1-2008/2009 <b>C 2128/1-2008/2009</b></p> <p>Propositions de loi (jointes)</p> <p>Suppression sûreté de l'Etat <b>C 1023/1-2007/2008</b></p> <p>Sources journalistiques – Services renseignements et sécurité – Protection <b>C 1757/1-2008/2009</b></p> <p><i>Justice</i> <i>Défense nationale</i></p>	<p>77</p> <p>78</p> <p>78</p>	<p><u>Justice</u> : D – en commission les 28.10, 17.11 et 24.11.09</p> <p><i>Renvoi en commission en séance plénière du 27.11.09</i></p> <p><u>Défense nationale</u> : A – en commission le 09.12.09</p> <p><u>Justice</u> : A - en commission le 15.12.09</p> <p>AM – en séance plénière le 07.01.10</p>	<p>A – en séance plénière les 16.07.09 et 21.01.10</p>	



OBJET	N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre						
<b>(Suite)</b>						
Actes intentionnels de violence – Classement sans suite – Aide financière	<b>C 1761/1-2008/2009</b>	<b>C 27.01.2009</b>	78			
Détenue préventive – Mise en liberté sous conditions – Cautionnement	<b>C 1930/1-2008/2009</b>	<b>C 02.04.2009</b>	78			
Expertise judiciaire consignation des provisions réunion d'installation	<b>C 1955/1-2008/2009</b>	<b>C 27.04.2009</b>	78			
Actes intentionnels violence indemnisation catégories personnes poste domm.	<b>C 2007/1-2008/2009</b>	<b>C 27.05.2009</b>	78			
<i>Justice</i>						
Proposition de loi						
Nombre de témoins au mariage civil	<b>C 2165/1-2008/2009</b>	<b>C 17.09.2009</b>	78			
<i>Droit de la Famille</i>						
<i>Justice</i>						
Proposition de loi						
Comités P et R organe coordination analyse menace principes bonne org.	<b>C 2171/1-2008/2009</b>	<b>C 25.09.2009</b>	77			
<i>Intérieur</i>						
Projet de loi						
Transporteur ferroviaire bagage-marchandises perdus-abandonnés conservation	<b>C 2177/1-2008/2009</b>	<b>C 20.09.2009</b>	78			
<i>Infrastructure</i>						

OBJET N° DU DOCUMENT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
<p>Projet de loi</p> <p>Services de paiement – Directive 2007/64/CE <b>C 2179/1-2008/2009</b></p> <p>Proposition de résolution (jointe)</p> <p>Directive SEPA – Moyens de paiement – Chèque circulaire <b>C 1850/1-2008/2009</b></p> <p><i>Économie</i></p>	78	<p>A – en commission le 21.10.09</p> <p>A – en séance plénière le 12.11.09</p>	-	Loi du 10.12.09 M.B. 15.01.2010
<p>Projet de loi</p> <p>Activité de prestataire de services de paiement – Directive 2007/64/CE <b>C 2182/1-2008/2009</b></p> <p><i>Finances et Budget</i></p>	78	<p>A – en commission le 21.10.09</p> <p>A – en séance plénière le 12.11.09</p>	-	Loi du 21.12.09 M.B. 19.01.2010
<p>Projet de loi</p> <p>Directive 2007/64/CE – Services de paiement – Action en cessation <b>C 2183/1-2008/2009</b></p> <p><i>Finances et Budget</i></p>	77	<p>A – en commission le 21.10.09</p> <p>A – en séance plénière le 12.11.09</p>	A – en séance plénière le 03.12.09	Loi du 22.12.09 M.B. 19.01.2010
<p>Projet de loi</p> <p>Jeux de hasard – Confirmation arrêté royal <b>C 2192/1-2008/2009</b></p> <p><i>Justice</i></p>	78	<p>A – en commission le 28.10.09</p> <p>A – en séance plénière le 12.11.09</p>	-	Loi du 17.12.09 M.B. 18.01.2010
<p>Proposition de loi</p> <p>Observatoire des prix – Missions – Élargissement <b>C 2195/1-2009/2010</b></p> <p><i>Économie</i></p>	78	<p>D – en commission les 12.01.2010, et 24.02.10</p>		

OBJET N° DU DOCUMENT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
<p>Projet de loi</p> <p>Code sociétés – Société privée à responsabilité limitée Starter <b>C 2211/1-2009/2010</b></p> <p><i>Droit commercial et économique</i></p>	78	<p>A – en commission le 27.10.09</p> <p>A – en séance plénière le 19.11.09</p>	-	Loi du 12.01.2010 M.B. 26.01.2010
<p>Projets de loi (jointes)</p> <p>Piraterie maritime – Incrimination – Compétence extraterritoriale <b>C 2214/1-2009/2010</b></p> <p>Piraterie maritime – Tribunaux belges – Compétences extraterritoriale <b>C 2215/1-2009/2010</b></p> <p><i>Justice</i></p>	78 77	<p>A – en commission le 15.12.09</p> <p>A – en séance plénière le 17.12.09</p>	A – en séance plénière le 19.12.09	Loi du 30.12.09 M.B. 14.01.2010
<p>Projets de loi (jointes)</p> <p>Soins de santé – Indemnisation des dommages <b>C 2240/1-2009/2010</b></p> <p>Soins de santé – Indemnisation des dommages <b>C 2241/1-2009/2010</b></p> <p>Propositions de loi (jointes)</p> <p>SIDA – Transfusion de sang – Contamination avant 1/8/1985 – Indemnisation <b>C 0861/1-2007/2008</b></p> <p>Hépatite C – Indemnisation victimes – Plan fédéral de lutte <b>C 1754/1-2008/2009</b></p> <p><i>Santé publique</i></p>	78 77 78 78	<p>A – en commission le 23.02.10</p>		

OBJET	N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1)	ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
			Projet de loi (transmis par le Sénat)			A – en commission le 17.11.09 A – en séance plénière le 03.12.09	A – en séance plénière le 12.11.09	Loi du 21.01.2010 M.B. 02.02.2010
			Banque internationale pour la reconstruction et le développement – Statuts S 1420/1-2008/2009 <b>C 2245/1-2009/2010</b>	77				
			<i>Relations extérieures</i>					
			Projet de loi			A – en commission le 14.12.09 A – en séance plénière le 07.01.10	A – en séance plénière le 14.01.10	Loi du 26.01.10 M.B. 09.02.10
			Infrastructure ferroviaire – Directives 2007/59/CE 2008/110/CE 2008/57/CE <b>C 2247/1-2009/2010</b>	78				
			<i>Infrastructure</i>					
			Projet de loi			A – en commission le 14.12.09 A – en séance plénière le 07.01.10	A – en séance plénière le 14.01.10	Loi du 26.01.10 M.B. 09.02.10
			Système ferroviaire – Interopérabilité 2007/59/CE 2008/110/CE 2008/57/CE <b>C 2248/001-2009/2010</b>	78				
			<i>Infrastructure</i>					
			Projet de loi			A – en commission le 14.12.09 A – en séance plénière le 07.01.10	A – en séance plénière le 14.01.10	Loi du 26.01.10 M.B. 09.02.10
			Infrastructure ferroviaire – Organe de contrôle autorité de sécurité <b>C 2249/1-2009/2010</b>	77				
			<i>Infrastructure</i>					

OBJET N° DU DOCUMENT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
<p>Projet de loi</p> <p>Boissons non alcoolisées et du café – Régime d'accise <b>C 2258/1-2009/2010</b></p> <p><i>Finances</i></p>	78	<p>A – en commission le 09.12.09</p> <p>A – en séance plénière le 15.12.09</p>	A – en séance plénière le 17.12.09	Loi du 21.12.09 M.B. 15.01.2010
<p>Projet de loi (transmis par le Sénat)</p> <p>Services de police – Position juridique du personnel S 1165/1-2008/2009 S 05.02.2009 <b>C 2271/1-2009/2010</b></p> <p>Proposition de loi (jointe)</p> <p>Personnel des services de police – Position juridique <b>C 2068/1-2008/2009</b></p> <p><i>Intérieur</i></p>	78	<p>A – en commission le 20.01.2010</p> <p>A – en séance plénière le 04.02.2010</p>	A – en séance plénière le 19.11.2009	Procédure parlementaire terminée (3)
<p>Projet de loi</p> <p>Loi-programme <b>C 2278/1-2009/2010</b></p> <p><b>C 25.11.2009</b></p>	78	<p><i>Affaires sociales:</i> A – en commission le 08.12.09 <i>Finances (17 à 30) :</i> A – en commission le 02.12.09 <i>Finances (109 à 162) :</i> A – en commission le 01.12.09 <i>Santé publique :</i> A – en commission le 07.12.09 <i>Justice :</i> A – en commission le 15.12.09</p>	A – en séance plénière le 17.12.09	Loi du 23.12.09 M.B. 30.12.09 Loi du 22.12.09 M.B. 26.01.2010

OBJET N° DU DOCUMENT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
(Suite)  Affaires sociales Finances Santé publique Justice Intérieur Infrastructure Economie		<u>Intérieur</u> : A – en commission le 02.12.09 <u>Infrastructure</u> : A – en commission le 07.12.09 <u>Economie</u> : A – en commission les 08.12 et 10.12.09 A – en séance plénière le 15.12.09		
Projet de loi Budget et dépenses 2009 – Troisième ajustement <b>C 2281/1-2009/2010</b>	74	A – en commission le 08.12.09 A – en séance plénière le 22.12.09	-	Loi du 23.12.09 M.B. 28.01.2010
Finances Proposition de loi Transport de produits gazeux – Tarifs de transit <b>C 2282/1-2009/2010</b> Économie	78	A – en commission le 26.01.2010		

OBJET N° DU DOCUMENT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
<p>Objet de loi</p> <p>Assurance maladie complémentaire – Organisation <b>C 2292/1-2009/2010</b></p> <p><i>Affaires sociales</i> <i>Économie</i></p>	78	<p><u>Affaires sociales</u> :</p> <p>D – en commission les 11.12.09 et 12.01.2010</p> <p><i>Renvoi à la commission de l'Économie en séance plénière du 03.12.09</i></p> <p><u>Économie</u> :</p> <p>A – en commission le 20.01.2010</p>		
<p>Objet de loi</p> <p>Assurance maladie complémentaire – Organisation <b>C 2293/1-2009/2010</b></p> <p><i>Affaires sociales</i> <i>Économie</i></p>	77	<p><u>Affaires sociales</u> :</p> <p>D – en commission les 11.12.09 et 12.01.2010</p> <p><u>Économie</u> :</p> <p>A – en commission le 20.01.10</p> <p>A – en séance plénière le 15.12.09</p>		
<p>Objet de loi (transmis par le Sénat)</p> <p>Pays-Bas – Établissement pénitentiaire – Exécution peines privées S 1491/1-2009/2010 <b>C 2302/1-2009/2010</b></p> <p><i>Relations extérieures</i></p>	77	<p>A – en commission le 08.12.09</p> <p>A – en séance plénière le 17.12.09</p>	A – en séance plénière le 03.12.09	Loi du 30.12.09 M.B. 01.02.2010

OBJET	N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
			Projet de loi		A – en commission le 12.01.10 A – en séance plénière le 28.01.2010		
Avocat – Honoraires et frais – Répétibilité	<b>C 2313/1-2009/2010</b>	<b>C 07.12.2009</b>	Proposition de loi (jointe)	78			
Indemnité de procédure – Assistance d'un avocat	<b>C 1161/1-2007/2008</b>	<b>C 09.05.2008</b>		78			
<i>Justice</i>			Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.01.2010 A – en séance plénière le 28.01.2010	A – en séance plénière le 10.12.2009	Procédure parlementaire terminée (3)
Jugements répressifs – Convention européenne sur la valeur internationale	S 1266/1-2008/2009 <b>C 2319/1-2009/2010</b>	S 01.04.2009 <b>C 11.12.2009</b>		77			
<i>Relations extérieures</i>			Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.01.2010 A – en séance plénière le 28.01.2010	A – en séance plénière le 10.12.2009	Procédure parlementaire terminée (3)
Évaluation impact environnement dans contexte transfrontière – Protocole	S 1437/1-2008/2009 <b>C 2320/1-2009/2010</b>	S 05.10.2009 <b>C 11.12.2009</b>		77			
<i>Relations extérieures</i>			Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 12.01.2010 A – en séance plénière le 28.01.2010	A – en séance plénière le 10.12.2009	Procédure parlementaire terminée (3)
Turquie – Diplomates – Membres famille – Activité à but lucratif	S 1489/1-2009/2010 <b>K 2321/1-2009/2010</b>	S 03.11.2009 <b>C 11.12.2009</b>	<i>Relations extérieures</i>	77			

OBJET	N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
			ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre	Projet de loi (transmis par le Sénat)		77	A – en commission le 26.01.2010	A – en séance plénière le 17.12.2009	
Personnel des greffes et secrétariats des parquets mandats politiques S 0605/1-2007/2008 <b>C 2335/1-2009/2010</b>		S 04.03.2008 <b>C 21.12.2009</b>				
<i>Justice</i>	Projet de loi					
Sociétés cotées Entreprises publiques autonomes gouvernement d'entreprise <b>C 2336/1-2009/2010</b>		<b>C 22.12.2009</b>	78	A – en commission le 09.02.2010		
Propositions de loi (jointes)						
Publicité participations dans les sociétés cotées en bourse <b>C 0294/1-2007/2008</b>		<b>C 30.10.2007</b>	78	A – en séance plénière le 11.02.10		
Entreprises publiques partie variable rémunération management critères qual. <b>C 1291/1-2007/2008</b>		<b>C 01.07.2008</b>	78			
Limitation indemnité licenciement adm. délégué et membres comité direction <b>C 1292/1-2007/2008</b>		<b>C 01.07.2008</b>	78			
Publicité des rémunérations des administrateurs <b>C 1293/1-2007/2008</b>		<b>C 01.07.2008</b>	78			
Sociétés – Participation à l'assemblée générale <b>C 1294/1-2007/2008</b>		<b>C 01.07.2008</b>	78			
Entreprises publiques – Groupes d'intérêts – Droit de parole <b>C 1300/1-2007/2008</b>		<b>C 01.07.2008</b>	78			
Entreprises publiques – Rémunération membres du conseil d'admin. <b>C 1297/1-2007/2008</b>		<b>C 01.07.2008</b>	78			
Entreprises publiques administrateurs indépendants composition conseil adm. <b>C 1298/1-2007/2008</b>		<b>C 01.07.2008</b>	78			
...						

OBJET N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre <b>(Suite)</b> Entreprises publiques publication rémunération adm. délégué+com. direct. <b>C 1299/1-2007/2008</b> Parachutes dorés – Rémunération dirigeants – Mesures fisc. dissuasives <b>C 1474/001-2008/2009</b> Options sur actions ) Durée et exercice <b>C 1501/1-2008/2009</b> Dirigeants d'entreprises – Bonus et indemnités départ – Comité rémunération <b>C 1914/1-2008/2009</b> <i>Droit commercial</i>	78 78 78 78			
Projets de loi (joint) Service dans le marché intérieur – Directive 2006/123/CE <b>C 2338/1-2009/2010</b> Services dans marché intérieur – Directive 2006/123/CE – Action Cessation <b>C 2339/1-2009/2010</b> <i>Économie</i>	78 77	A – en commission le 19.01.2010 A – en séance plénière le 04.02.2010		
Projet de loi Pratiques du marché et protection du consommateur <b>C 2340/1-2009/2010</b> Proposition de résolution (jointe) Vente conjointe – Levée de l'interdiction <b>C 1670/1-2008/2009</b> C 12.12.2008 ...	78	A – en commission le 03.02.2010		

OBJET N° DU DOCUMENT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
<p>(Suite)</p> <p>Propositions de loi (jointes)</p> <p>Vente à domicile – Délai de réflexion – Acompte  <b>C 0665/1-2007/2008</b>  <b>C 10.01.2008</b></p> <p>Risques liés à certains produits et services – Application d'un supplément  <b>C 0673/1-2007/2008</b>  <b>C 11.01.2008</b></p> <p>Périodes des soldes – Période d'attente  <b>C 1021/1-2007/2008</b>  <b>C 26.03.2008</b></p> <p>Parkings – Tarif par minute  <b>C 1315/1-2007/2008</b>  <b>C 03.07.2008</b></p> <p>Langue – Inscriptions en rue et publicités toutes boîtes  <b>C 0602/1-2007/2008</b>  <b>C 19.12.2007</b></p> <p>Contrats écrits – Lisibilité  <b>C 0960/1-2007/2008</b>  <b>C 10.03.2008</b></p> <p><i>Économie</i></p>	<p>78</p> <p>78</p> <p>78</p> <p>78</p> <p>78</p> <p>78</p>	<p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p>		
<p>Projet de loi (transmis par le Sénat)</p> <p>Disparitions forcées – Convention internationale  S 1505/1-2009/2010  <b>C 2357/1-2009/2010</b>  <b>C 08.01.2010</b></p> <p><i>Relations extérieures</i></p>	<p>77</p>	<p>A – en commission le 12.01.2010</p> <p>A – en séance plénière le 28.01.2010</p>	<p>A – en séance plénière le 07.01.2010</p>	<p>Procédure parlementaire terminée (3)</p>
<p>Projet de loi (transmis par le Sénat)</p> <p>République française – Immatriculation véhicules – Échange informations  S 1512/1-2009/2010  <b>C 2358/1-2009/2010</b>  <b>C 08.01.2010</b></p> <p><i>Relations extérieures</i></p>	<p>77</p>	<p>A – en commission le 12.01.2010</p> <p>A – en séance plénière le 28.01.2010</p>	<p>A – en séance plénière le 07.01.2010</p>	<p>Procédure parlementaire terminée (3)</p>

OBJET	N° DU DOCUMENT :	DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
Commission de la Chambre	Projet de loi		ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Crimes correctionnalisables – Détenion préventive – Chambre du conseil <b>C 2376/1-2009/2010</b>	78	A – en commission le 26.01.2010	A – en séance plénière le 04.02.2010	A – en commission le 26.01.2010	A – en séance plénière le 04.02.2010	Procédure parlementaire terminée (3)
<i>Justice</i>						